N° 26 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
13 AVRIL 1976

Après le dépôt de bilan de Lip

LE COMPTE A REBOURS A COMMENCE

La nouvelle est maintenant confirmée, le dépôt de bilan devrait être confirmé, le compte à rebours a commencé. La bourgeoisie pavoise sans pudeur et aux déclarations de Chirac affirmant avec force que « le sort de Lip n'est plus du ressort du gouvernement » répondent en écho les éditoriaux « réalistes » reprenant l'air du « on vous l'avait bien dit... ! »

Mais les Lips avaient déjà refusé cette loi patronale en 1973, et cette fois encore, même le dos au mur, ils lutteront, ils sont déterminés. Hier ils étaient 900, mais aujourd'hui c'est l'ensemble d'une branche, l'ensemble d'une région qui est condamnée.

La semaine passée, Charles Piaget avait évoqué la nationalisation de l'entreprise. Ce week-end la direction du PSU s'est,elle aussi, prononcée pour la « nationalisation de Lip sous contrôle ouvrier ». **Tel est bien en effet l'axe de la riposte nécessaire aujourd'hui pour qu'à travers Lip se développe une campagne nationale posant les responsabilités collectives du patronat et du patron des patrons : le gouvernement.**

Il ne s'agit pas de se battre pour la rentabilité de telle ou telle entreprise mais pour le droit à l'emploi. C'est au nom du maintien de l'emploi dans la même région, au nom des milliers de travailleurs qui au *Parisien libéré*, à Grandin, à Caron-Ozanne luttent contre les fermetures que devrait être engagé une campagne massive faisant de la nationalisation, sous contrôle ouvrier, un axe de bataille non seulement pour les 900 Lips mais aussi pour les autres entreprises menacées de fermeture et régions comme celle de Fougères menacées d'extinction. En déclarant « c'est possible, on fabrique, on vend, on se paye » les Lips avaient fait faire une avancée extraordinaire aux luttes ouvrières. Aujourd'hui, en prenant pour axe de bataille la « nationalisation sous contrôle ouvrier », ils se battent sur un axe valable pour d'autres entreprises ou branches en difficultés.

Suzette TRITON

ALICE SAUNIER-SEITE RECALEE

LA GREVE EST LA

- *Le collectif étudiant veut rencontrer les organisations syndicales*
- *Le 15, lycéens, étudiants, enseignants dans la rue*

Saunier-Seïté, Chirac, Haby, la piétaille gouvernementale que n'inquiétait pas outre mesure le mouvement étudiant « minoritaire » d'avant les vacances, devient très bavarde quand on l'interroge sur les grèves actuelles. La Secrétaire d'Etat aux Universités, dans France-Soir : *« Une organisation, l'UNEF, a tenté de mobiliser la masse des étudiants. Aujourd'hui, ce sont plutôt les trotskistes, c'est une agitation à caractère directement politique.»* Le Ministre de l'Education à Nancy : *« Si une agitation devait se produire, je serai amené à la calmer.»* Et le Premier Ministre lors d'un déjeuner hier : *« Le gouvernement n'a pas du tout l'intention de remettre en cause la réforme de l'université.»* Une fin de non-recevoir. Auxquelles les étudiants, et maintenant, plus nombreux, les enseignants, répondent en installant l'université dans la grève.

Lire page 9

- **Début de notre reportage en Chine p. 3**
- **Le PSU et les élections municipales p. 5**

LA CRISE ITALIENNE

Comment en finir avec le gouvernement Moro ?

de la Démocratie-chrétienne *Lire page 2*

Document

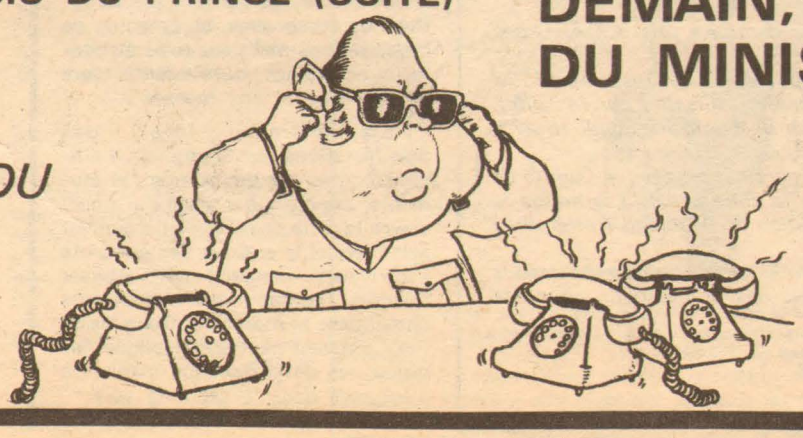
Comment la police espagnole a massacré les ouvriers de Vitoria

(dialogue enregistré à la radio de la police)

Lire page 12

L'ARTICLE 16 BIS DU PRINCE (SUITE)

PONIA N'A TOUJOURS PAS REPONDU



DEMAIN, UN SECOND DOCUMENT DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Dans un récent numéro, *Rouge* a publié un document accablant sur la sécurité telle qu'elle est envisagée au ministère de l'Intérieur. Malgré toutes nos demandes, malgré celles de nombreux journalistes, Poniatowski n'a toujours pas jugé utile de s'en expliquer. Doit-on en conclure que ce document reflète bien les vues du ministre ? Nous avons peine à le croire. Aussi donnerons nous à M. Poniatowski, une seconde fois, l'occasion de démentir toutes ces vilaines choses en publiant, dès demain, un second document émanant de ses services. En espérant que ses silences ne nous forcerons pas à bientôt en publier un troisième.

ITALIE

Branle-bas de combat des états-majors politiques

COMMENT EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT MORO

Le Comité Central du Parti communiste italien s'est ouvert à Rome lundi matin. Le rapport présenté par G. Napolitano se plaçait clairement dans la perspective d'une victoire électorale du PCI sur la Démocratie-chrétienne. Le rapport présentait également un plan de mesures économiques qui devrait être approuvé par le Parlement avant sa dissolution, afin de préparer la transition vers un gouvernement à participation communiste. Il y a cependant peu de chances que ces mesures soient même discutées par le Parlement dans la situation actuelle. Mais le PCI veut ainsi faire montre de sa volonté de « collaborer » pour « sauver le pays ». « Nous ne demandons pas le pouvoir pour le Parti, mais une situation où nous pourrons gouverner ensemble » a déclaré un responsable milanais du PCI.

Tous les porte-parole des partis politiques, tous les journaux, parlent désormais de la « technique électorale » à adopter pour les prochaines élections anticipées (surtout des possibilités de réduire la période qui s'écoulera entre la dissolution des chambres et le jour du vote pour ne pas prolonger le vide du pouvoir dans une période de graves difficultés économiques). Le PCI quant à lui, maintient encore aujourd'hui une position plus que prudente. Jusqu'au dernier moment. il ne veut pas prendre la responsabilité de la conclusion anticipée de la législature.

Il prolongera probablement cette attitude dans la campagne électorale même : la gauche est pratiquement sûre d'obtenir la majorité, mais il n'existe pas de certitude mathématiquement, au lendemain du vote, on pourrait se retrouver dans la même impasse qu'aujourd'hui. Il y aurait cependant un certain changement qualitatif des rapports de force parlementaires. Dans ce cas, si on se trouve avec une majorité assez étroite pour la gauche, le PCI n'adhérerait pas à la proposition socialiste d'un gouvernement daes gauches, et tenterait probablement de relancer un e fois de plus le compromis historique.

Mais, dans la mesure où des secteurs importants de la bourgeoisie italienne ne sont pas encore d'accord pour arriver à un accord stable avec le PCI, un gouvernement avec la participation des démocrates-chrétiens mais avec l'hégémonie du PCI-PSI provoquerait très probablement une scission à droite dans le parti qui gouverne depuis tant d'années l'Italie, et la formation d'un pôle modéré et conservateur d'une certaine force qui se retrouverait dans l'opposition.

C'est bien parce qu'ils entrevoient cette possibilité que les Démocrates-chrétiens sont très prudents dans les mesures à prendre aujourd'hui. Moro et Zaccagnini ne veulent pas stimuler des éléments de rupture avant les élections. Ils sont réunis aujourd'hui avec les principaux dirigeants du parti pour trouver un accord sur le mode de dissolution des Chambres.

Mais les jours passent et la situation politique et économique continue à s'aggraver. Aujourd'hui, à côté du nouvel effondrement de la lire, on a assisté à une chute vertigineuse des titres de Bourse. On parle même d'un « lundi noir » italien.

De notre correspondant
Edgardo Pellegrini

TRIANGLE MILITAIRE ARGENTINE-BRESIL-USA

Le ministre brésilien de la marine, l'amiral Geraldo Henning, a effectué une visite officielle en Argentine du 5 au 9 avril. Cette visite avait été décidée avant le coup d'Etat du 24 mars.

Pendant son séjour, l'amiral Henning a visité les bases maritimes les plus importantes de l'Atlantique sud, et notamment celles de Mar del Plata et Puerto Belgrano.

A Puerto Belgrano, il a rencontré, outre le commandant des Opérations de la marine Argentine, le contre-amiral Luis Mendia, deux représentants de la marine de guerre des Etats-Unis : l'amiral James Sagerholm, commandant des forces navales américaines dans l'Atlantique sud, et son prédécesseur à ce poste, l'amiral Georges Ellis.

Cette rencontre est d'autant plus intéressante qu'elle se produit deux mois à peine après la signature le 19 février, entre Kissinger et Geisel, d'un accord de consultations régulières entre les Etats-Unis et le Brésil ; après la victoire du MPLA en Angola, l'impérialisme américain craint de perdre le contrôle des grandes routes maritimes de l'Atlantique sud vers l'Océan Indien et le Pacifique.

Les militaires argentins espèrent que ces rencontrent donneront plus de poids à leurs revendications sur les îles Falkland, actuellement occupées par la Grande-Bretagne.

Situées au large des côtes argentines, l'intérêt de ces îles n'est pas seulement stratégique, car cette zone est riche en pétrole. Le ministre argentin de l'Economie, Martinez de Hoz, n'a d'ailleurs pas manqué d'annoncer que le gouvernement militaire ferait appel au capital étranger pour l'exploration et l'exploitation de ces richesses.

La visite du ministre de la marine du Brésil souligne à nouveau le rôle que ce pays entend désormais jouer un niveau de toute l'Amérique latine. Après le coup d'Etat en Argentine, la présence du commandant des forces américaines montre qu'il s'agit bien d'une stratégie contre-révolutionnaire globale, sous l'égide de l'impérialisme.

A. Vitold

A partir de demain nous publierons des tribunes libres des différentes organisations d'extrême-gauche sur la crise actuelle et les perspectives qu'elles avancent. Nous publierons des tribunes de Lotta Continua, le PSUP, les Gruppi Communisti Rivoluzionari et Avanguardia Operaia.

CHINE

Après la destitution de Teng

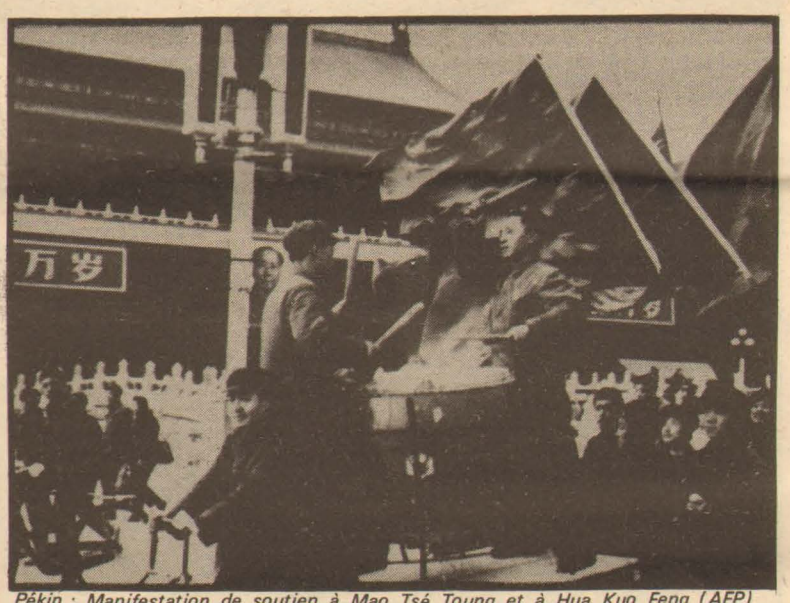
COMPROMIS OU MOBILISATION DES MASSES ?

• *A Shangaï, des manifestants appellent à « poursuivre la lutte »*

Chine nouvelle revient sur les évènements de la place Tien An Men en rendant hommage aux miliciens : *« à 9 h 30, dans la soirée, la place fut inondée de lumière et la bataille contre les contre-révolutionnaires s'engage. Des dizaines de milliers de miliciens disposant d'armes d'autodéfense se ruèrent sur la place en deux torrents irrésistibles. Ils encerclèrent la poignée de contre-révolutionnaires. Ces voyous, dont l'arrogance est maintenant dégonflée, tremblaient de peur et reçurent le châtiment mérité des mains de la milice des travailleurs ».* Il se confrime de plus que les incidents violents du début de la semaine dernière ne se sont pas limités à Pékin. Des manifestations semblables auraient été organisées dans d'autres grandes villes de province ; dans l'une d'elle, à Ghanchow, un travailleur a été battu à mort.

Cette violence offensive de la « tendance droitière » explique l'accélération de la campagne ainsi que la brusque destitution de Teng. Mais que cette décision permette à la campagne de progresser semble plus douteux. En effet, la nomination de Hua Kuo Feng, personnalité modérée, illustre la volonté de la fraction maoïste de rechercher un compromis avec la masse des cadres du parti et de l'armée, « plus experts que rouges ». Il a permis effectivement le ralliement de certains d'entre eux, ce qui s'est concrétisé par la participation de certaines unités militaires aux manifestations, peu spontanées mais très disciplinées, de soutien aux décisions du comité central et à Hua Kuo Feng. Mais la méthode même de désignation, violant ouvertement la constitution, qui prévoit que le premier ministre doit être nommé par l'assemblée nationale sur proposition du Comité central, illustre l'importance des résistances dans l'appareil à l'actuelle campagne. Cette solution de compromis, imposée par Mao lui-même, ne semble pas avoir atteint son but : isoler la droite.

La décision du Comité central de destituer Teng Hsiao Ping va permettre à la campagne « anti-droitière » d'atteindre un nouveau degré estime le quotidien du peuple, qui par ailleurs compare les incidents de Tien An Men à l'insurrection hongroise de 1956.



Pékin : Manifestation de soutien à Mao Tsé Toung et à Hua Kuo Feng (AFP)

La lutte actuelle, d'une importance décisive, car elle concerne *« la définition des objectifs du parti, pour le restant de la période socialiste dans les 25 années à venir »* selon *Drapeau rouge*, organe théorique du parti, ne peut donc que s'approfondir. *« Il nous faut réaliser que les ennemis de classe, non résignés à la défaite mèneront une lutte d'agonie »* déclare l'éditorial du *Quotidien du peuple*. Selon une source officieuse chinoise citée par l'AFP, qu'il faut prendre avec beaucoup de prudence, si la période de la révolution culturelle était « importante », celle que le pays traverse actuellement serait « cruciale ».

La fraction maoïste se trouve probablement placée devant un choix décisif : poursuivre ses tentatives de compromis, agrémentée de mobilisations massives mais étroitement contrôlées, où s'orienter vers un réel « appel aux masses »

L'apparition, lors des manifestations de Shanghaï, d'affiches écrites par des ouvriers et étudiants, appelant à s'unir pour poursuivre la lutte et réfutant l'argument selon lequel la critique des éléments « mauvais » isquerait de « briser l'unité » comme les banderoles demandant la mort pour Teng Hsiao Ping, peuvent peut être expliquer les réticences de la direction maoïste à s'engager dans le seconde voie.

Frédéric Carlier

APPEL DU COMITE DE DEFENSE DE DESMOND TROTTER

Le comité de Défense contre l'exécution et pour la révision du procès de Desmond Trotter, a tenu une réunion le lundi 5 avril 1976.

Il a été informé, que sous la pression de nombreuses interventions de toutes parts, Desmond Trotter avait été grâcié. Mais il n'a pas été relaxé et on ne connait pas encore la nouvelle sentence : prison à vie, 20 ans, 15 ans ?

Sur la base de ces informations le Comité a pris des décisions suivantes :

1°) Arrêter la circulation des pétitions et rassembler les signatures déjà obtenues dans un dossier utilisable par la suite.

2°) Convoquer une nouvelle réunion du Comité le jeudi 15 avril 1976 à 19 heures au 227, rue St Jacques - 75005 Paris.

3°) Au cours de cette réunion, en coordination avec le Comité de Défense Dominicain, il sera décidé de la suite et de la forme de la poursuite de notre action pour la libération de Desmond Trotter et sa réhabilitation.

4°) Il est demandé aux organisations et personnalités concernées de venir à la réunion du 15 avril avec des propositions pour une structuration définitive du Comité.

Comité de défense de Desmond Trotter,
277 rue Saint Jacques
75005 PARIS

aux quatre coins du monde

CHILI

Nelson Gutierez, l'un des principaux dirigeants du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) craint d'être victime d'un attentat par les services de sécurité chiliens la DINA. Nelson Guttierez, qui a obtenu l'asile politique en Suède et dont la dictature chilienne a récemment demandé l'extradition a déclaré dimanche à la télévision suédoise *« que la DINA avait établi son quartier général pour l'Europe à Madrid »*, et qu'elle *« avait effectué des perquisitions aux domiciles de ses camarades réfugiés en Suède »*, soudoyant *« certains d'entre eux pour en faire des informateurs »*.

Nelson Guttierez a conclu en déclarant *« qu'il vivait actuellement en Suède comme il l'avait fait au Chili — dans la clandestinité — pour échapper aux agents de la junte »*.

L'ORT REFUSE DE REJOINDRE LA « COORDINATION DEMOCRATIQUE »

L'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) a refusé de rejoindre la « Coordination démocratique » en raison de l'imprécision de ses positions sur des sujets que l'ORT considère comme essentiels dans la lutte contre le fascisme.

Le Comité central de l'ORT, a décidé de demander au Comité directeur de la « Coordination » d'exprimer « d'une façon claire sa position face au problème de la monarchie juancarliste, imposée contre la volonté du peuple, le gouvernement provisoire et la mobilisation des masses », points « aussi essentiels pour toute alternative démocratique unitaire dans la lutte antifasciste ».

Le CC « considère comme indispensable des éclaircissements sur ces points avant d'envisager de se joindre à la « Coordination démocratique».

AFP

LOI DU SILENCE POUR LA PRESSE ESPAGNOLE

Le ministre espagnol de l'Intérieur a interdit aux organes de presse de publier, pendant les prochaines 24 h au moins, toute information concernant les opérations de police déclenchées contre l'ETA.

C'est en effet une vaste opération de ratissage que la police mène sur l'ensemble du pays Basque depuis l'exécution de l'industriel Berazadi, mercredi dernier.

La police aurait arrêté dimanche soir une basque de 17 ans, qui est accusée d'être impliquée dans l'affaire. Les mêmes sources confidentielles font état de nombreuses arrestations de militants de l'ETA, dans les trois provinces du Nord.

AFP

international

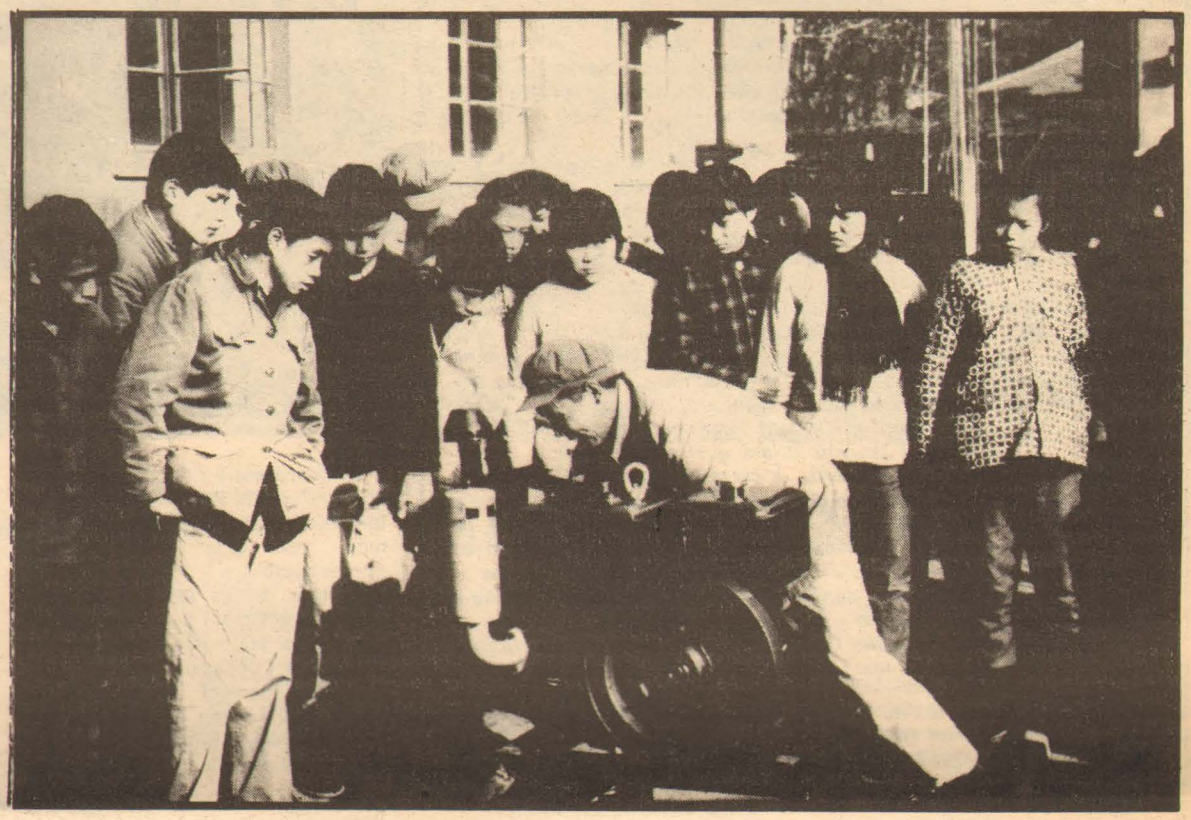
VOYAGE EN CHINE

L'usine de céramique de Chang-Sha

« AVANT LA PRODUCTION ETAIT LIMITEE A CAUSE DE LA LIGNE DE LIU SHAO CHI... »

De retour d'un voyage en Chine, effectué fin décembre 1975-début janvier 1976, il ne s'agit pas pour nous de porter une condamnation dogmatique sur le type de société mis en place par les communistes chinois, mais d'apporter une expérience vécue (visites, discussions avec des interprètes, des responsables du PCC...) à un débat aujourd'hui plus que nécessaire sur le socialisme chinois et à travers celui-ci à un débat plus large sur le « socialisme que nous voulons ».

Proches des positions politiques de la LCR, nous tenons à préciser que cette série d'articles n'engage pas la totalité du groupe avec lequel nous sommes partis.



Durant notre séjour, nous avons eu la possibilité de visiter cinq grandes usines de technologie lourde et légère, dont l'ensemble donne un aperçu de la condition ouvrière en Chine populaire.

L'usine chinoise ne se réduit pas à ses fonctions de production ; elle est aussi un centre de vie collective autour duquel s'organise l'existence quotidienne des travailleurs, activités politiques, culturelles et sportives. L'organisation de la vie, dans et autour de l'usine, ne vise pas à morceler le temps social et individuel des familles ouvrières, mais à faire que le travail ne soit plus quelque chose de séparé et d'extérieur par rapport aux autres aspects de la vie sociale. Aussi les usines chinoises sont-elles amenées à prendre en charge l'ensemble des besoins des travailleurs : du jardin d'enfants à l'université ouvrière, installée au cœur même des ateliers, du dispensaire gratuit à la cantine, en passant par les magasins d'Etat, les dortoirs pour célibataires, et les quartiers d'habitation, elle est le creuset où se forge l'identité de la classe ouvrière.

A la porte de l'usine de céramique Chang Sha, nous sommes accueillis par les applaudissements d'une dizaine de membres du Comité révolutionnaire. Dans la salle d'accueil, décorée des portraits de Marx, Engels, Lénine et Mao, le vice-président nous fait une brève présentation de l'usine : sa fondation, sa collectivisation, les différences dans l'organisation de la production, avant et après la Révolution culturelle : *« avant, la production était limitée à cause de la ligne de Liu Shao Chi, qui multipliait les primes et les avantages matériels des cadres, ce qui entrainait des manifestations d'individualisme ; la production a pu être libérée lorsque la ligne de Liu fut stigmatisée »*. Il nous affirme aussi que le niveau de vie des ouvriers a beaucoup augmenté. Il insiste sur le mot d'ordre du président Mao : *« augmenter la production, car la Chine doit être dans 25 ans un pays socialiste puissant »*. Il termine en soulignant les insuffisances, tout ce qui reste à faire, et en souhaitant les « conseils des amis français » pour les aider.

Sur la porte de l'atelier, un petit panneau nous souhaite en chinois la bienvenue et les hauts parleurs diffusent des chants révolutionnaires. Au-dessus des postes de travail, des banderoles popularisent les mots d'ordre du président Mao : *« Ne pas oublier la lutte des classes et la dictature du prolétariat »*. Des panneaux muraux font le bilan de l'année 75, d'autres, rédigés par les ouvriers, critiquent les *« mauvaises tendances »* de certains travailleurs.

Pendant que nous visitons, une doctoresse examine les poumons des ouvriers, car, nous explique-t-on, dans cet atelier flotte un nuage de poussière, *« la silicose est encore un problème »*. Ici, comme partout, *« la médecine va au travail »* ; il existe, à tous les échelons, des organes chargés des problèmes de sécurité du travail, mais, pour éviter les accidents, on compte surtout sur *« une éducation politique et idéologique adéquate »*.

Les équipes travaillent à la chaîne, par tranches de huit heures ; les cadences sont établies par les ouvriers eux-mêmes en fonction du rythme de travail d'un ouvrier moyen. L'atmosphère est beaucoup plus détendue que dans une usine des pays capitalistes. Mais de petits drapeaux rouges sont fixés sur certaines machines pour récompenser les meilleurs ouvriers de la veille. Certains ayant un *« esprit particulièrement communiste »*, nous explique le responsable du comité révolutionnaire, sont promus *« ouvriers d'élite »*. Il sont cités par la radio de l'usine et deviennent l'exemple à suivre pour avoir dépassé les objectifs fixés par le plan.

« L'augmentation de la production demeure l'objectif primordial », nous répète notre guide à la fin de la visite ; *« il faut dépasser les normes fixées par le plan pour assurer l'édification socialiste »*.

La discussion avec le comité révolutionnaire tourne vite autour des problèmes d'organisation de la production et des rapports entre les masses, el syndicat, le comité révolutionnaire et la Parti. Une idée domine la vie des masses chinoises : *« compter sur ses propres forces »*. Les groupes de la Triple Union, dynamiques, assurent au sein de l'entreprise les grandes réalisations et les innovations techniques. A l'usine de machines à coudre de Canton, ils ont permis la construction d'un tableau de commandement assurant l'entière automation d'une chaîne de fabrication ; la participation des travailleurs prend des formes diverses ; ainsi à l'usine de Tapis nº 1 de Tientsin, les ouvriers participent à l'élaboration de nouveaux canevas de tapis. Les dessinateurs font de petits canevas qui sont envoyés aux travailleurs pour les critiques et les suggestions. Le dessin peut être modifié sur cette base ; la direction supérieure ratifiant enfin le dessin retenu.

A nos questions sur les modalités d'élaboration du Plan, il est répondu qu'un projet est proposé par l'Etat, sur la base de la production de l'année précédente. Ce projet, qui ne concerne que la production de l'usine (les travailleurs n'ont pas d'information sur le plan central), est ensuite discuté par l'ensemble des travailleurs au niveau des ateliers, et aménagé par eux en fonction de leurs capacités et des équipements de l'usine. Le comité révolutionnaire effectue ensuite la synthèse entre les propositions de la base et celles des cadres. Cette synthèse est renvoyée aux autorités supérieures qui décident.

Qui en définitive exerce la direction effective dans l'usine ? Quel est le degré d'autonomie des masses par rapport au Parti ? Nos interlocuteurs ne semblaient pas comprendre le sens de ces questions ; réponse pratiquement invariable : *« Les usines appartiennent au peuple tout entier, elles sont dirigées par les masses »*. Il nous fut assez difficile de cerner la réalité des rapports entre la classe ouvrière, le syndicat, le Comité révolutionnaire et le Parti.

Le Comité révolutionnaire, créé comme partout en Chine au plus fort de la révolution culturelle, était à l'origine, avant sa transformation par le Parti, le véritable organe de pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Il est composé de représentants élus des ouvriers et des cadres selon les critères officiels : *« Bien étudier le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Tse Toung », « Combattre le révisionnisme et l'impérialisme », « persévérer dans le travail manuel », « se lier aux masses »*,...

Aujourd'hui, selon ses propres membres, *« le CR de l'usine est un organisme de pouvoir qui a pour charge de bien appliquer la politique du Parti ; il s'occupe de l'administration et de la gestion sous la direction exclusive du comité local du Parti »*.

Quant au syndicat, dont *« la fonction ne peut être la même que dans les pays capitalistes, son rôle consiste à élever le niveau de conscience des travailleurs »* ; le réprésentant du syndicat nous cite en exemple le *« mouvement de compétition socialiste »*, visant à l'augmentation de la production, et la campagne « Pi Lin, Pi Kong » contre le révisionnisme, Lin Piao et Confucius. De plus, le syndicat, organise deux soirs par semaine, sur la base du volontariat, des cours de formation politique ou technique. Tous les ouvriers sont-ils syndiqués ?

« L'adhésion n'est pas obligatoire, mais presque tous les ouvriers sont membres du syndicat dont le travail s'effectue sous la direction du comité local du Parti ».

Ce comité local est *« parmi les masses comme un poisson dans l'eau »*. En fait, que ce soit dans les usines ou dans les communes populaires, c'est le parti, *« noyau dirigeant du peuple tout entier »*, qui possède l'intégralité du pouvoir de décision, au moins pour les choses importantes, même si travailleurs, CR, syndicats, sont consultés. Le meilleur exemple en est bien dans le fait que pour assurer l'unité des fonctions administratives et politiques, le secrétaire du comité local du Parti est presque toujours en même temps président du Comité révolutionnaire.

Il serait faux, toutefois, d'en déduire une dictature totale du Parti à la base : le choc de la révolution culturelle n'a pas seulement ébranlé le puissant édifice de la bureaucratie, il s'est aussi traduit par le fait que, dans les entreprises, le Parti et les cadres doivent tenir compte des besoins et des volontés des ouvriers. Il est cependant certain que l'absence d'organisation autonome des masses, et la substitution, à tous les niveaux, du Parti aux travailleurs, interdisent de parler d'un véritable pouvoir ouvrier.

Les femmes

LA « DEUXIEME LIBERATION »

« Avant la révolution, le principe de base de la condition féminine était l'infériorité. Les femmes, exploitées par les trois Montagnes (féodalisme, religion, pouvoir des clans), menaient une vie encore plus misérable que celle des hommes, tout au fond de l'enfer... ».

Ces quelques mots, prononcés par une militante de la Ligue des femmes de Pékin, illustrent quelle était l'acuité du problème féminin dans l'ancienne société. Dès la libération, une lutte sans merci a été engagée contre l'exploitation séculaire des femmes. La Constitution leur garantit les mêmes droits que les hommes pour qu'elles puissent effectivement, comme le préconise Mao, « conquérir la moitié du ciel ». Mais il existe sans nul doute au sein de la population des « blocages » qui rendent difficile l'application des principes : « Autrefois, je n'étais bonne qu'à aller et venir devant mon fourneau » nous raconte Madame Tsin, une ouvrière de Pékin. « Lors du grand bond en avant, voulant participer à la production, je partis travailler à l'usine. Ceci provoqua le grand mécontentement de mon mari car, lorsqu'il rentrait, la cheminée était froide et la maison en désordre.

Grâce à un travail d'explication mené avec l'aide de la Ligue des femmes, mon mari changea de point de vue. Aujourd'hui, l'idée du travail féminin est acceptée dans toutes les familles chinoises et les tâches ménagères sont divisées entre maris et femmes : celui qui rentre le premier prépare le repas... ».

Aujourd'hui encore, certains emplois, comme celui de marin sont « déconseillés » aux femmes en raison de « spécificité physique ».

De même, la représentation féminine, bien qu'assez élevée au niveau des organes de base, est encore très faible aux échelons supérieurs. A l'usine de montre-bracelets de Changaï par exemple, les femmes, bien qu'en majorité dans les ateliers, représentent 25 % seulement des membres du Comité révolutionnaire. Mais, nous avoue un responsable : « C'est une insuffisance léguée par l'ancienne société et à laquelle le Parti attache une grande importance. Il faut, pour cela, rectifier la conscience des masses »...

LIBRES PROPOS

L'ETAT D'EXCEPTION EST DEJA DANS LES MENTALITES

par Paul TEITGEN (1)

Après la publication dans Rouge d'un document interne du Ministère de l'Intérieur, Paul Teitgen donne ici son opinion.

Si le document qui vous a été remis s'avérait être effectivement le résultat des réflexions de la Direction de la Réglementation et, si, plus encore, il devait être pris en considération par le ministère de l'Intérieur, alors, il est vrai, nous serions engagés dans un « processus » fasciste...

En effet, si le fascisme n'est généralement que la répression institutionalisée d'une classe par une autre classe au nom d'intérêts sacralisés par une idéologie, il peut aussi être l'aboutissement de la peur imbécile, de l'oppression volontairement entretenue dans la crainte d'une subversion clandestine et le résultat de mesures mises progressivement en œuvre pour s'opposer à cette prétendue subversion... Ni les détournements d'avions (dont le premier, celui de Ben Bella, fut notre fait), ni les hold-ups, ni une certaine criminalité amplifiée par les médias, ni les refus de quelques appelés... ne sauraient autoriser un quelconque gouvernement à cultiver et à entretenir la peur, à la transformer en panique, pour mettre en place des dispositifs policiers qui n'auraient finalement pour résultat que d'assurer la pérénité au pouvoir d'une quelconque faction.

La démocratie c'est la vertu, c'est-à-dire essentiellement le courage civique. Hélas, « quand on cède à la peur du mal, on ressent déjà le mal de la peur », fait dire Beaumarchais au Barbier de Séville ! et on en arrive à permettre que soient écrites des sottises criminelles comme celles qu'écrivait le colonel Trinquier après la guerre d'Algérie et à laisser penser, comme il y a vingt ans encore, que nous sommes en état de « guerre révolutionnaire subversive » ! On en arrive à laisser installer l'état d'exception dans les mentalités, avant de l'inscrire dans les faits, la torture et le sang.

(1) Maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien secrétaire général de la police à Alger en 56-57, M. Paul Teitgen a démissionné de son poste algérois en 1957 pour marquer son opposition à la torture.

MIDI-VITICOLE

UNE REUNION « FANTOCHE » AVEC LE NEGOCE

L'accord entre négociants et viticulteurs conclu à Paris, vendredi soir fait bien des sceptiques dans le midi. Le prix minimum du degré/hectolitre a été fixé à 10,50 F alors que, depuis des mois, les viticulteurs réclament au moins 12,50 F. Par contre, les trusts du négoce ont profité de l'occasion pour réclamer au gouvernement un « assouplissement du régime de leurs marges commerciales ». Entendez par là, une augmentation de 5 centimes par litre, que Fourcade va leur concéder dans les prochaines semaines.

une situation intenable

Dans le midi, cette rencontre n'a été prise au sérieux à aucun moment par les viticulteurs. Un seul dirigeant viticole, Antoine Verdale, très éloigné des Comités d'action, assistait à la réunion de Paris. Pendant ce temps, Maffre-Beaugé, Talavignes et les autres dirigeants viticoles participaient à une table ronde avec le négoce méridional à Montpellier, soulignant par là plus que des nuances entre le gros négoce, destinataire-distributeur et le négoce local, expéditeur. Le premier est celui qui domine la totalité du marché, fait sa propre loi dans le cadre des réglements européens et fixe des échéances pour la liquidation des petits viticulteurs. Le second est pris entre le marteau et l'enclume. Son esprit est parfaitement résumé par Moulines, un négociant méridional qui déclarait, à la sortie de la réunion de Montpellier : *« Nous voulons que la distribution rentre avec nous dans le circuit, afin d'assurer la vente des vins de qualité de la région contre des vins d'importation qui ont provoqué la dégradation du marché. La situation dans le midi est intenable tant pour le commerce que pour la production. »*

Il faut aller plus loin

Ceux des viticulteurs qui pouvaient avoir encore quelques illusions sur le négoce, comprendront mieux aujourd'hui qu'ils ont affaire, avec lui, à leur ennemi le plus irréductible. Les négociations de vendredi prouvent qu'il n'y a rien à attendre d'une concertation avec lui. C'est l'expropriation de ce négoce sans indemnité ni rachat et la réglementation du marché par un Office des vins où les comités d'action viticoles auraient un droit de veto qui est la seule garantie durable pour les petits viticulteurs.

Dans l'immédiat, en tout cas, aucune négociation avec l'Etat ou les négociants ne doit faire passer au second plan la lutte pour la libération de Teisseyre, otage du pouvoir depuis Montredon. Les fédérations de l'Hérault CGT, CFDT et FEN ont lancé samedi un mot d'ordre de grève de 24 heures pour le 29 avril. C'est un léger progrès sur le 5 février où les travailleurs avaient rejoint les manifestations en ordre quelque peu dispersé, du fait de l'absence de consignes syndicales claires. Il faut aller plus loin, multiplier les contacts entre sections syndicales et comités d'action, organiser en commun des ventes sauvages de vin, discuter des moyens de défendre un revenu, des salaires, des emplois qui sont scandaleusement attaqués par la politique du pouvoir en Occitanie. Déjà, de fructueux débats ont eu lieu dans les facs en grève avec des responsables vignerons, invités par les comités de grève. C'est la voie qu'il faut suivre d'ici le 29 avril.

Correspondant Montpellier

Appel à la solidarité

Le jeudi 26 mars 1976, Maxime Amourdom, travailleur de 58 ans revient de son travail. Il ne retrouve plus sa maison.

Dans la journée elle a été détruite par un bulldozer.

C'est ainsi que sa propriétaire réglait un différent vieux de 10 ans.

Mise en échec ces dernières années par les travailleurs et le peuple réunionnais, la droite réunionnaise qui, par la fraude et les violences et avec la complicité du gouvernement giscardien, vient de « triompher » aux élections cantonales de mars 1976, se venge.

Le cas de Maxime Amourdom est l'exemple même de la sauvagerie employée par la bourgeoisie réunionnaise pour tenter d'exorciser sa peur.

L'UGTRF, pour Maxime Amourdom, lance un appel à la solidarité.

Il faut aider ce travailleur a retrouver rapidement un logement.

Versez à la souscription financière lancée par l'UGTRF.

Union générale des travailleurs réunionais en France : 85, rue Pixérécourt. 75020 Paris CCP : 21 725 91 Paris. Mentionnez « pour Amourdom »

MARSEILLE

UNE MANIFESTATION SECTAIRE DU PC

Samedi, le Parti Communiste organisait une manifestation à Marseille sur le thème « Pour une vie plus belle, plus juste et plus libre ». Beaucoup de soleil, des chansons, et au début un discours de Georges Lazzarino, député communiste et secrétaire fédéral pour la région de Marseille. Puis le cortège a démarré. Sur les banderoles des différentes sections et cellules, on pouvait lire « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? ». Quant aux mots d'ordre les plus repris, ce furent « Ponia fasciste, démission », « Le socialisme dans la liberté avec le PCF » et « Fascistes hors des universités ». Cette manifestation était l'aboutissement d'une grande campagne organisée par le Parti Communiste pour « vivre mieux ». Dans le contexte local, cette démonstration pour imposante qu'elle soit, (elle réunissait 4 000 personnes et non 25 comme l'annonçait l'Huma de lundi) apparaissait plus dirigée contre les socialistes de Deferre qu'organisée dans un réel souci d'efficacité vis-à-vis du chômage qui touche 100 000 travailleurs de la région. Les militants du PCF pensent-ils que la riposte contre le patronat et les licenciements doit être l'appanage d'eux seuls ou bien celles de tous les travailleurs ? Dans ce cas n'aurait-il pas été plus efficace que toutes les organisations du mouvement ouvrier soient présentes samedi dans la rue ? La solution pour mettre un terme à l'offensive du pouvoir n'est-elle pas dans un mouvement d'ensemble et non dans des actions sectaires, à relents boutiquiers ?

Communiqué de la section aixoise de la LCR

Après la « correction » d'un fasciste

A la suite de la correction de Philippe Maranda, militant connu de l'extrême-droite à Aix, la section aixoise de la LCR :

1) remarque que Gilbert Minassian, président de l'UGEA.Unef, et Michel Debarcq, militant de celle-ci, se trouvaient au moment de l'incident avec 1200 étudiants qui venaient de manifester contre la réforme Haby de l'université.

2) demande ce que faisait Maranda, une fois de plus, à la fin d'une manifestation où il n'avait rien à faire ;

3) affirme n'accorder aucun crédit à la parole d'un fasciste ; suffisante cependant à la bougeoisie pour déférer devant le parquet deux militants du mouvement étudiant ;

4) dénonce l'opération politique menée sur la ville par les forces les plus réactionnaires tentant d'une part de réduire le mouvement étudiant à un ramassis d'assassins, comme le laissait entendre *le Méridional* en compromettant deux militants de celui-ci, d'autre part, d'implanter des réactionnaires de tout poil, au moment où Delbasch, président de l'université III avait pour eux des vues sur la mairie ;

5) constate que cette correction vient à la suite de nombreuses agressions commises par les fascistes, notamment début mars, à la fac de lettres où trois étudiants ont été blessés ;

6) affirme que devant la bourgeoisie, nous ne nous désolidariserons pas des auteurs de cette action, même si nous avons une autre conception de la lutte contre les fascistes ;

7) appelle l'ensemble des organisations ouvrières à faire l'unité pour empêcher la tentative d'implantation des fascistes à Aix et à répondre dans un front unique à leurs agressions.

le 12/4/76

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

ELECTIONS MUNICIPALES

LE PSU PROPOSE A L'UNION DE LA GAUCHE DES LISTES COMMUNES

Michel Mousel donnait hier matin, à la presse, un compte-rendu de la conférence de la DPN (Direction politique nationale) du PSU, qui s'est tenue pendant le week-end.

Après avoir développé longuement l'idée que Giscard et Chirac ne songeaient plus qu'à saboter la situation au maximum avant l'arrivée imminente de la gauche au pouvoir, Michel Mousel a abordé le point essentiel des débats que la direction du PSU avait eu : les prochaines municipales.

Le PSU entend proposer aux partis de gauche (PC, PS, radicaux de gauche) un accord électoral sur la base d'une Charte municipale.

Le PSU veut aussi écrire un programme (débattu lors de son prochain conseil national en septembre et lors de son congrès en décembre) qui ne soit pas un « anti-programme commun » **mais un** « programme de rupture avec la capitalisme ». **Victor Leduc a précisé que** « ce qui symbolise le Programme commun aux yeux des masses populaires va beaucoup plus loin que son contenu. Au cours de la bataille les travailleurs peuvent donner des dimensions nouvelles à des mesures comme les nationalisations. C'est pourquoi le PSU entend avoir des rapports positifs avec les forces qui se réclament du Programme commun ». **Enfin Mousel s'est prononcé pour la nationalisation sous contrôle ouvrier de Lip, et a réaffirmé l'appui du PSU au MARC dans les luttes étudiantes en cours. En réponse aux questions il a précisé que la motion sur les municipales votée par la DPN a été adoptée à 78 % des voix de majorité, par 46 voix contre 13 et 5 abstentions. Nous publions ici les deux textes majoritaires et minoritaires ainsi qu'un interview du secrétaire général du PSU. Nous reviendrons demain sur ces documents :**

Les deux motions votées à la DPN du PSU

MOTION D'ORIENTATION SUR LES ELECTIONS MUNICIPALES (MAJORITAIRE)

Le PSU vient d'adopter les premiers éléments d'une Charte municipale qui exprime ses positions pour organiser sur le terrain des institutions communales l'offensive contre la bourgeoisie en s'appuyant sur le mouvement populaire.

La DPN rappelle l'importance que le PSU attache à un combat dans l'unité des forces populaires contre la politique de la bourgeoisie. Cette unité doit être recherchée aussi bien dans les luttes sociales que dans les compétitions électorales.

Les élections municipales de 1977 constituent une étape importante dans la lutte contre le pouvoir. Elles doivent être l'occasion d'infliger une nouvelle défaite à l'ex-majorité présidentielle et de préparer sur des positions de force une réelle victoire politique des travailleurs.

C'est pourquoi le PSU considère que dès le premier tour des élections municipales, doivent se constituer des listes communes pour faire échec aux candidats du pouvoir et développer l'action de masse contre sa politique.

En s'appuyant sur son projet de Charte, le PSU s'adressera aux partis signataires du Programme commun, ainsi qu'aux organisations populaires qui ont adopté une orientation autogestionnaire et qui entendent concourir à la réalisation de l'unité populaire. La DPN mandate le bureau national du PSU pour engager des discussions. Elle demande aux Fédérations et sections de prendre localement des contacts dans le même sens.

Sur la base des résultats de ces discussions et de ces contacts un Conseil national fixera sa position définitive quant aux alliances et complètera la Charte municipale du PSU.

MOTION VERGER (Minoritaire)

Les mois et les années qui viennent ouvrent une chance historique pour le socialisme en France. De Fougères à Lip et à l'Occitanie viticole, les travailleurs s'engagent dans la lutte contre la politique de restructuration capitaliste et de chômage. Ils savent que la gauche peut gouverner. Ils espèrent que ce changement de gouvernement ne constituera pas seulement un changement d'équipe, mais un changement de société.

Dans cette perspective, les élections municipales revêtent une grande importance. C'est dans cette perspective qu'il faut les préparer.

A cette occasion, il appartient au PSU de faire apparaître clairement et distinctement sa stratégie de lutte pour le pouvoir, pour l'autogestion socialiste. Celle-ci ne peut se confondre avec celle de l'Union de la gauche qui tient à occuper le pouvoir dans le respect des institutions bourgeoisies, sans mobilisation extra-parlementaires des travailleurs. Or, sans cette mobilisation des travailleurs, aucune victoire n'est durable, sinon possible.

S'appuyer sur cette mobilisation vivante des travailleurs, développer, l'animer aider à la généraliser et l'orienter à un moment donné vers la conquête du pouvoir total, là est le rôle du PSU. La campagne pour les élections municipales ne peut être séparée de cet objectif.

Tout compromis qui ferait du PSU le satellite des partis de l'Union de la gauche aurait pour conséquence de le réduire à l'impuissance.

Aux élections municipales, les travailleurs chasseront des mairies les représentants du patronat, des promoteurs et du pouvoir bourgeois.

Pour les représentants des forces autogestionnaires, les municipalités doivent devenir un centre de défense et d'organisation des travailleurs. Il faut combattre les obligations et les contrôles qui les réduisent au rôle de rouages de l'Etat bourgeois. La municipalité doit être transformée en une libre collectivité des travailleurs. Cette liberté suppose la disposition indispensable des finances et des sols. La Charte municipale du PSU précisera l'application de cette orientation pour les prochaines élections et dans l'éventualité d'un gouvernement d'Union de la gauche.

Le PSU appelle, pour la bataille municipale, l'ensemble des forces qui mènent une lutte autogestionnaire : minorités nationales, mouvements écologistes, mouvement de lutte des femmes, organisations de jeunesse, syndicalistes, paysans travailleurs, organisations révolutionnaires, etc. Dès maintenant, il leur propose de s'organiser dans des comités locaux, départementaux et national, pour s'affirmer et présenter des listes d'Unité populaire pour l'autogestion socialiste dans le plus grand nombre de communes.

Le PSU souhaite que l'unité se fasse contre la bourgeoisie. Il proposera au second tour la fusion à la proportionnelle des listes d'Unité populaire pour l'Autogestion socialiste avec celles de l'Union de la gauche.

Dans les villes de plus de 30 000 habitants, la loi électorale impose des listes bloquées. Le PSU engagera le débat avec le PS, et le PCF pour explorer toutes les possibilités de listes communes avec le courant autogestionnaire, respectant la liberé d'expression des uns et des autres.

En tout état de cause, le courant autogestionnaire s'exprimera au cours des élections municipales et travaillera dans l'unité à la défaite de la bourgeoisie. Pour que la présentation de listes d'unité populaire pour l'autogestion socialiste provoque une dynamique réelle, il faut accélérer le regroupement des forces autogestionnaires, aider à la convergence des luttes des travailleurs salariés et des travailleurs de la terre et prendre des initiatives centrales sans exclusive en direction des mouvements qui se battent sur l'axe du contrôle ouvrier et populaire.

Un Conseil national est seul habilité pour décider l'orientation du Parti aux municipales.

INTERVIEW DE MICHEL MOUSEL

Secrétaire national du PSU

Rouge : Quelle est la position du PSU par rapport à la proposition de la Ligue communiste révolutionnaire de constituer des listes communes d'extrême-gauche PSU-LCR-LO pour les municipales de 1977 ?

Michel Mousel : Il y a des circonstances dans lesquelles les militants et les organisations révolutionnaires doivent privilégier une bataille qui leur est exclusivement commune et rejeter un accord électoral avec les partis réformistes. Nous ne pensons pas que ce soit le cas des élections municipales. Le problème n'est pas, à cette occasion, de permettre à l'ensemble des forces d'extrême-gauche de mesurer leur force électorale. L'enjeu est, au contraire, de créer le maximum de points d'appui à l'initiative et au mouvement populaire avant les législtives de 1978.

Si on réfléchit sérieusement, deux question fondamentales se poseront au lendemain des élections de 1978 : comment pourra se développer un mouvement populaire qui posera le problème d'un nouveau type de pouvoir ? Quelle sont les conditions d'une riposte à toute contre-offensive de la bourgeoisie ? Sans permettre de donner des réponses globales à ces questions, les communes, telles quelles, doivent pouvoir déjà constituer des positions de force sur lesquelles s'appuyer pour ces batailles.

Dans ces conditions, si l'on comprend que les municipalités seront un point d'appui aux luttes des travailleurs, ceux qui se réfèrent à une conception révolutionnaire et autogestionnaire doivent y jouer un rôle. C'est cela la fonction essentielle des municipales : créer un mouvement populaire unitaire au niveau des communes. Le problème des révolutionnaires est donc d'être présents une bataille électorale unitaire, pour être présents dans les municipalités. J'ajoute que la présence dans une municipalité ne limite pas forcément l'autonomie d'intervention.

• Est-ce à dire, en transposant au niveau national, que vous seriez prêts à participer à un gouvernement d'Union de la Gauche au lendemain d'une victoire électorale ?

• On ne peut pas transposer aussi facilement du niveau municipal au niveau national. Ceci dit, la position du PSU n'a pas changé. Eclairé par l'expérience portugaise, nous pensons que dans l'hypothèse où il existerait un engagement clair d'un gouvernement de gauche pour favoriser l'éclosion du mouvement de masse et les nouvelles formes d'organisation populaire de base, non seulement notre participation gouvernementale serait possible, mais elle serait souhaitable.

Qu'on se souvienne de la façon dont la direction du PSU, au moment des présidentielles de 1974, envisageait le soutien au premier tour à François Mitterrand. Cela constituait, *a contrario*, une acceptation pure et simple, même pas du Programme commun, mais des options politiques et économiques du candidat Union de la gauche et débouchait sur une participation gouvernementale sans discussion.

• Et si vous n'arrivez à un accord avec les partis de Gauche ?

• Le problème sera alors posé au Conseil national qui se tiendra le 26 septembre. En attendant la motion explique bien que « le PSU s'adressera aux partis signataires du Programme commun, ainsi qu'aux organisations populaires qui ont adopté une orientation autogestionnaire et qui entendent concourri à la réalisation de l'unité populaire ».

• Qui sont ces organisations ?

• Ce sont celles qui se rangent sous cette définition. Pour être plus clair, il ne s'agit pas seulement d'organisations, mais aussi de militants syndicaux ou politiques de diverses origines. Si ce courant ne peut obtenir un accord unitaire avec la gauche, alors il faudra qu'il se batte lui-même.

• Dans l'unité avec d'autres organisations d'extrême-gauche ?

• C'est le Conseil national qui tranchera.

• Dernière question, pourquoi le PSU, a-t-il refusé la proposition de la LCR d'une rencontre entre 50 militants de chacune des organisations pour confronter leurs pratiques militantes ?

• Le fait même que Rouge ait éprouvé le besoin de rendre public les débats concernant cette initiative entre le Bureau national du PSU et le Bureau politique de la LCR nous fait douter des intentions que la Ligue pouvait mettre dans un tel débat.

Propos recueillis par Pierre Julien

social

Quatre ouvriers brulés dans une usine havraise

Lundi en fin de matinée, une cuve de produits chimiques explose aux établissements « Orogil-Petrosynthèse » à Gonfreville. Quatre ouvriers ont été brûlés, dont un grièvement.

Ainsi, chaque jour, la liste des victimes de l'exploitation forcenée s'allonge. Pour ne prendre que les exemples les plus récents et les plus scandaleux :

- Usinor, 28 mars, un soixante-treizième travailleur trouvait une mort horrible à Dunkerque, broyé dans les laminoirs.
- APC (Toulouse), 5 avril, une explosion entraine la mort d'un travailleur de l'atelier de l'Urée. Les appareillages de détection des gaz n'étaient pas au point.
- Poudreries de Clérieux, 9 avril, une explosion fait voler en éclats un bâtiment. Bilan : cinq ouvrière tuées, six aurtes gravement blessées.

Lundi, le personnel de la Manufacture générale de Munitions s'est rendu nimbreux (500 aux obsèques de leurs camarades. La CGT et la CFDT ont dénoncé les primes de rendement qui vont à l'encontre de la sécurité.

Au moment où Ponia développe sa campagne sur la sécurité (pour qui ?), au moment où Stoléru s'agite sur la « revalorisation du travail manuel », les drames quotidiens des accidents du travail sont malheureusement là pour rappeler que le patronat se moque bien de la vie et de la mort de ceux qu'il exploite.

Idéal Standard Dammarie

LES «RADIAS» PARLENT

Le bureau de la direction, depuis que l'usine est occupée, il a bien changé d'allure ; affiches, tracts, journaux traînent un peu partout. Autour de la table, une dizaine de travailleurs d'Idéal. Un magnéto tourne, mais ce n'est pas vraiment une interview comme beaucoup d'autres, où un délégué répond à toutes les questions, parce qu'il sait mieux parler que les autres. Ici, tout le monde dit ce qu'il a à dire : on s'explique ; et si l'on n'est pas d'accord, on le dit.

On parle d'abord d'Idéal. Une sale boîte : *« Moi,* explique Christian, *je travaillais dans l'aviation. Quand on m'a licencié, je suis rentré ici comme taraudeur. Les deux ou trois premiers mois, je rentrais dans un tel état, que ma femme me disait : « faut quitter. Tu ne peux pas rester là... »* : *« En 50,* dit Gilbert, *quand je suis rentré, il n'y avait rien : pas d'aspiration, pas de lumière. Une méchante loupiote : tu n'y voyais pas à trois mètres. Fallait voir comment on en sortait... »* Quand a eu lieu l'opération « Portes ouvertes », beaucoup de gens ont découvert avec effarement les conditions de travail qui régnaient ici.

La « bête noire » du patronat.

Mais Idéal, c'est aussi, depuis toujours, le fer de lance de la classe ouvrière dans la région : *« Quand Idéal-Standard bougeait, il bougeait pour tout le monde ».* Il en a gardé une réputation de boîte « rouge » : *« Pour les patrons du coin,* dit Michel, *c'est vraiment la bête noire ».* Quand les travailleurs d'Idéal ont essayé de se faire embaucher à Nangis, le patron a refusé catégoriquement. Si pour les ouvriers du coin, Idéal est une « usine-phare », pour une partie de la population, et notamment le petit commerce, l'usine a « mauvaise réputation » :

« — Va discuter avec le premier commerçant que tu trouves, dit Daniel, *et demande lui qu'est ce qui s'est passé ici. Tu sais ce qu'il va répondre ? « C'est bien fait pour votre gueule, vous étiez toujours en grève ».*

— Non, c'est pas vrai !

— Moi, je peux te dire une chose : il n'y en a jamais eu un qui m'a répondu ça. Je souhaite qu'il y en ait un qui me le dise... »

« 700 ouvriers cherchant patron »

On discute aussi des problèmes de la lutte. Six mois d'occupation, c'est très long. Certains ont arrêté de venir à l'usine. Dans une bagarre aussi interminable, toute la difficulté c'est de trouver les moyens de maintenir la mobilisation. Il y a la fatigue. Il y a aussi le fait d'arrêter, pour la première fois de travailler comme des esclaves : *« les gars d'Idéal,* explique Michel, *ont été pendant un an au chômage partiel, à 120 000 AF par mois, à bosser trois semaines par mois à quatre jours par semaine. Et puis voilà des gens qui bossaient en fonderie, dans des conditions de travail assez dures ; des anciens, qui avaient gratté toute leur vie, et qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés avec 200 000 AF au chômage, sans être obligés de travailler »...* Il faut beaucoup de conscience et de ténacité pour s'enfermé six heures dans l'usine, pendant des mois.

Et puis, à Idéal, il n'y a plus de patron. *« On a préparé une petite annonce pour le journal : 700 ouvriers cherchent patron »,* raconte Daniel avec un sourire. Mais ça situe la lutte à un autre niveau : *« Il y a une méchante différence : quand on occupe une usine où il y a un patron, c'est lui qu'on emmerde ; on empêche ses cadres de rentrer, etc. Ici, c'est différent : ce n'est pas un patron qu'on peut voir tous les jours. L'interlocuteur qu'on a c'est directement le gouvernement. C'est lui-même qui a étudié la liquidation d'Idéal Standard, avec la SGF, et d'Ornano... »*

Avec les métallos italiens

On discute aussi des contacts avec les autres entreprises pour organiser la solidarité : Michel explique les contacts qui ont été pris avec Griffet dont un délégué, ancien ouvrier d'Idéal, est venu à Dammarie expliquer la lutte. Il parle de la liaison avec Caron-Ozannes, dont les grévistes ont imprimé sur leur outil de travail le journal de lutte des travailleurs d'Idéal : *Les Radias. « L'important, face à ce gouvernement minoritaire,* explique-t-il, *c'est la coordination des luttes ».* Daniel, lui, met l'accent sur l'unité avec les usines qui tournent à plein : *« Il faudrait faire comme les gars du Parisien Libéré »,* et il raconte comment ils ont été soutenu financièrement par les entreprises du Livre. Il explique que pour Idéal, l'unité aurait dû se faire beaucoup plus avec les autres usines de la SGF. Enfin, on parle de l'unité avec les travailleurs italiens, d'American Standard, et Daniel explique longuement comment les contacts ont été pris avec le syndicat unifié des métallos italiens : la FLM.

Il est maintenant 5 heures. On se sépare. Pendant la discussion des lycéens du Lycée Jacques Amyot sont venus sur place prendre contact avec les grévistes. D'autres réunions sont prévues. La journée n'est pas finie.

F.L.

vie syndicale

Congrès CGT du Puy-de-Dôme

En Auvergne, le chômage a augmenté en un an de 108 % soit 29 102 chômeurs recensés. Le Puy-de-Dôme totalise à lui seul 14 063 chômeurs. Parmi eux, 6 126 touchent une indemnité, 1 221 seulement à 90 %. C'est sur ce constat que s'est ouvert jeudi 8 avril, le congrès de l'Union départementale CGT.

Il ne fait aucun doute que la crise a plus particulièrement touché la région Auvergne. Et **Michelin** (2 800 salariés) n'y est pas pour rien. Peu ou prou, la quasi-totalité de l'économie et de l'industrie régionale dépend de « l'Empire Bib ». Les propres difficultés de Michelin se sont évidemment répercutées sur l'ensemble de l'économie régionale. Lui seul a bénéficié par contre des mesures spéciales de soutien de la part des banques nationalisées : en tout 4 milliards 800 millions de francs lourds. Michelin a de l'appétit.

Ce qui n'a pas empêché qu'en un an 2 000 emplois ont été supprimés. **Amisol,** petite entreprise de traitement de l'amiante, est occupée depuis plus d'un an. **Olier,** c'est 8 mois de lutte et d'occupation. A **Cégédur** et **Dusselier** à Issoire, grèves et occupations se sont succédées. Aux **Ateliers mécaniques du centre,** la grève est totale depuis une semaine et l'occupation a été décidé. Aux **ACC,** les travailleurs ont donné un premier avertissement 4 heures de grève. A la **SMG,** à **Pauly,** la lutte a été dure et payante. C'est l'ensemble de la métallurgie qui est touchée. Sans compter la chimie avec la **SCPC,** où l'occupation est à nouveau envisagée, et l'imprimerie **FOMAC,** où la lutte continue.

C'est sur ce fond de luttes que s'est déroulé le congrès.

Dans son rapport, J. P. Chauvel, secrétaire de l'UD, a expliqué notamment : **« Nos assises départementales ne peuvent que s'inscrire dans la ligne directe des décisions du congrès national de la CGT (...) Il faut également suivre de près les activités dans les grandes entreprises, en faire des bastions de la CGT ».** Une réponse peu satisfaisante aux problèmes sociaux régionaux.

Correspondant Clermont

Réponse de la FEN à la V.O.

La direction de la Fédération de l'Education Nationale (FEN) répond dans un communiqué aux attaques portées contre elle dans le dernier numéro de la Vie Ouvrière. Elle juge grave « *la volonté systématique de donner à ces attaques une allure personnelle en les concentrant contre le secrétaire général, la mise en cause de l'indépendance de la FEN, et la lourde responsabilité prise par la CGT en voulant soutenir les efforts de la minorité battue au congrès, de s'immiscer dans la vie interne de la FEN ».*

FLASHES SUR LES LUTTES

• **Journée nationale d'action de la métallurgie aujourd'hui.** A l'appel de la CGT et de la CFDT. Grèves et manifestations se dérouleront partout en France. Le problème des classifications a déjà entraîné de nombreuses grèves. A signaler que le mouvement a été dilué au niveau de son apparition puisque l'on compte plus de dix manifestations rien que pour la région parisienne.

• **La CFDT demande officiellement un arrêt de trois ans du programme nucléaire.** Elle insiste en particulier sur le fait que le rythme actuel du programme est incompatible avec de réelles conditions de sécurité pour les travailleurs et aussi pour l'environnement.

• **Les assassins décorés :** Dix policiers des CRS de Toulouse et d'Agen ont été décorés pour leurs hauts faits d'armes lors de la fusillade de Montredon. Quant à Albert Teisseyre, il moisit toujours en prison et la mort d'Emile Pouytes n'a fait l'objet d'aucune enquête.

• **Foyers SONACOTRA :** la coordination des résidents des foyers en lutte appelait à une réunion unitaire des organisations du mouvement ouvrier pour organiser la riposte aux expulsions et aux intimidations policières (descentes de « civils » à St-Denis) hier soir au siège de l'Union locale CFDT. Demain soir, les Unions locales de St-Denis de la CGT et de la CFDT doivent se rencontrer pour discuter de cette lutte.

• **Dans le cadre de la semaine d'action à la Sécurité sociale (Paris 15e).** Divers mouvements affectent les services et en particulier l'informatique. Les grévistes se battent sur la plate-forme CGT-CFDT. (Corresp.)

• **Manifestation du personnel de Ramel,** le négociant en vin de Meximieux impliqué dans les fraudes sur l'importation des vins italiens. Le personnel entendait, à l'appel du comité d'entreprise (?), protester contre « la campagne de calomnies » visant leur patron : étrange unanimité !

• **Fougères :** des militants de la CGT ont manifesté, dimanche matin, sur le parvis de l'église St-Léonard de Fougères où ils ont déroulé une banderole « la chaussure vivra ».

• **Grève illimitée chez Rapidex.** 40 ouvriers sur 53 ont décidé un mouvement illimité, reconductible tous les jours. Ils ont formé un piquet de grève à l'entrée. Leurs principales revendications sont le maintien du pouvoir d'achat sur la abse de l'indice CFDT, augmentation de 5 % non hiérarchisée pour moitié, suppression du chronométrage. (Corresp.)

• **L'entreprise Subervielle Noguères** qui comprend 50 travailleurs est en grève depuis le 5 avril après le refus du aptron de recevoir le cahier de revendications. Ils demandent 300 F pour tous. (Corresp.)

• **Boulonnerie calibrée (Valence).** Journée portes ouvertes dimanche dernier. Les 320 ouvriers luttent depuis des mois contre la liquidation de leur entreprise.

• **A l'usine Sogetrel (Persan Beaumont),** en grève avec occupation depuis plusieurs jours, la CGT vient d'attaquer la direction en prudhomme. FO a fait circuler une pétition pour la liberté du travail qu'elle a portée au commissariat de police. Résultat : contrôle systématique des papiers des geévistes par les flics (la plupart des travailleurs immigrés). Une manifestation était prévue pour ce matin.

Correspondant

• **Chez Joffermez (menuiserie),** 200 travailleurs des chantiers sont en grève depuis jeudi contre le travail au rendement, pour l'égalité des salaires avec le siège d'Annecy, et pour l'augmentation de 13 % signée sur Paris.

Correspondant

• **La CGT des Hauts-de-Seine** organise le 22 avril une journée d'action pour les libertés syndicales à Citroën. (AFP)

• **Aux laboratoires de l'Equipement (Nancy),** un appel à trois jours de grève a été lancé par l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC. Depuis 8 semaines, les travailleurs luttent contre une direction qui veut reprendre les acquis de 68 : 41 heures payées 4 h 45. En sortant chaque vendredi 35 minutes plus tôt, le personnel récupère ce que la direction tente de lui reprendre. En AG, les travailleurs ont aussi décidé une grève du zèle et la grève de toutes les heures supplémentaires, la direction refusant toute embauche, alors que 55 000 heures supplémentaires sont effectuées chaque année, ce qui permettrait la création de 27 postes.

Correspondant Nancy

• **Les fédérations CGT et CFDT de l'EGF** appellent pour le 15 avril à des *« rassemblements massifs au siège des directions générales pour toutes les unités de la région parisienne et aux sièges des centres de distribution pour les unités de province ».* Ce jour-là, doit avoir lieu une rencontre entre direction et syndicats. (AFP)

• **Le syndicat CGT de Berlier demande la nationalisation de l'entreprise** dans une résolution adoptée à son 13e Congrès qui vient de se tenir à Lyon (AFP).

LIP DEPOT DE BILAN

Malgré l'annonce au conseil d'administration d'hier matin du dépôt de bilan pour 17 h, à 18 h hier soir, rien de concret n'avait été fait. Sargueil ne s'était pas manifesté au Tribunal de commerce et la valse hésitation-déclarations recommençait gaiement... En effet, à peine une heure après, le même Riboud pourtant influent au conseil d'administration fait une déclaration tonitruante pour demander au Tribunal de commerce de *« surseoir à toute décision pendant huit jours, afin de pouvoir envisager des solutions industrielles... »* Serait-il de nouveau le bon samaritain voulant sauver les Lip ? Personne ne le croit ici à Besançon, et tout le monde a plutôt l'impression qu'il essaie de se sortir de cette histoire le mieux possible. Apparaître comme un patron sacrifiant sans problème 900 travailleurs ne pourrait que nuire à son image de marque et il va donc essayer encore une fois de faire de l'esbroufe et un numéro de charme...

Quant à la CGC elle accuse, elle, directement Riboud et Gillet d'être décidés *« à se débarrasser des Lip par tous les moyens »* et poursuit : *« sur les trente millions de francs que MM. Renaud, Gillet et Riboud avaient consenti dans la constitution du capital de la société, il faut savoir que jusqu'ici seuls sept millions et demi ont été versés... »*

Peu après, toujours, c'est le gouvernement qui prend position cette fois par Chirac interposé, et là, les paroles sont claires et glacées : *« Le sort de Lip n'est plus de la compétence du gouvernement... Le gouvernement a fait pour Lip beaucoup et tout ce qu'il avait à faire... Il a accordé à Lip une aide sans commune mesure avec ce qui s'est fait pour l'ensemble de ce secteur... »* Décidément Chirac accumule les gaffes et aurait bien dû regarder son dossier avant de parler car les aides accordées ont été du même ordre que celles accordées à toute entreprise en difficulté... et le gouvernement n'aurait-il pas accordé des crédits à Montrelec et aux autres sociétés ?

Mais le plus important est bien évidemment cette condamnation à mort de Lip dont Chirac se réjouit !

Aujourd'hui, tous les travailleurs sont d'accord avec Merger (CFDT) qui nous déclarait hier soir : *« On va bientôt demander par petites annonces qui est volontaire pour le dépôt de bilan si personne n'en veut... On croirait que c'est un oursin ce dépôt, personne ne veut le prendre !... »* Ainsi, à Besançon, à Palente, personne ne s'est affolé à l'annonce d'une décision prévisible, ce matin à 10 heures comme depuis plus d'une semaine, les Lip se retrouveront en assemblée générale pour discuter, les commissions et groupes de travail poursuivront leurs débats et activités. Déjà le panneau de solidarité se remplit de télégrammes de soutien ; des boîtes en lutte telle Caron Ozanne sont prêtes à lier plus étroitement leurs actions, par un numéro de journal commun par exemple... Les liens tissés pendant plus d'un an de lutte se recomposent très vite.

S. Triton

TRIBUNE des luttes

Câbles de Lyon à Clichy 10 mois après...

« Plus le conflit dure, plus ce que nous avons encaissé auparavant, de vexations, de brimades, de mutilations, nous revient en mémoire et fait grandir notre détermination ». C'est ce que nous disions au cours de notre grève de 52 jours aux mois de juin et de juillet 1975. C'est ce qui est encore plus vrai aujourd'hui où la répression s'accentue, où les horaires de travail diminuent quand la production augmente, où 336 postes de travail sont supprimés dans l'immédiat, où l'injustice la plus flagrante vient frapper des militants syndicaux CGT.

Tout ce que nous encaissons, c'est ce que peut comprendre la population laborieuse et tous les progressistes. C'est pourquoi nous nous adressons à eux. C'est avec eux que nous gagnerons notre lutte actuelle contre la répression, contre le licenciement de Raboutet, secrétaire du syndicat CGT des Cables de lyon, à Clychy « A », contre une justice qui sert de caution à la répression anti-syndicale et qui va juger, mardi 13 avril, deux camarades délégués CGT : Daddamoh et Bouhadite.

Ahmed Bouhadite et Abdallah Daddamoh ont été choisis par leurs frères pour représenter leur classe dans les instances conquises par les travailleurs (délégués du personnel par exemple). C'est parce que ces délégués ont exprimé ce que pensaient les travailleurs des Câbles de Lyon, c'est parce qu'ils ont su faire des discussions quotidiennes une partie de la parole du peuple qu'ils ont fait respecter, c'est pour cela que la direction depuis des mois essaie de les éliminer.

« CGE : ASSASSIN ! ». La CGE cherche donc à se venger ; elle utilise ce mot d'ordre crié par les 1.500 travailleurs de cette usine et tous ceux qui les soutenaient lors des manifestations. Elle a fait porter plainte par deux cadres supérieurs de l'usine, le directeur et un chef d'atelier, qui se sont sentis visés par ce mot d'ordre, tout simplement parce qu'ils sont plus royalistes que le roi.

La direction de l'entreprise voudrait faire croire que Daddamoh et Bouhadite pensent et disent que ces cadres supérieurs sont des assassins comme est assassin celui qui tue un homme avec un 6.35. Il ne s'agit pas de cela ; ces deux délégués, pas plus que leurs camarades n'ont porté une telle accusation.

Par contre, que le cri de « CGE ASSASSIN » sorte de milliers de poitrines à l'encontre de la CGE et de ses valets, rien de plus juste, rien de plus normal. Car, aux Cables de Lyon (CGE) comme dans d'autres usines et chantiers,il se produit un véritable assassinat collectif. Quotidiennement, des travailleurs sont mutilés : des doigts coupés, des pieds écrasés, des yeux abîmés et même crevés, des oreilles qui n'entendent plus que le vacarme, des poumons flétris, des reins cassés, des côtes brisées, etc. Des familles sont séparées, des nerfs exacerbés et beaucoup d'entre nous sont des déracinés. Les capacités intellectuelles sont écrasées par un travail aberrant. Quotidiennement le mépis s'exerce à l'encontre des travailleurs.

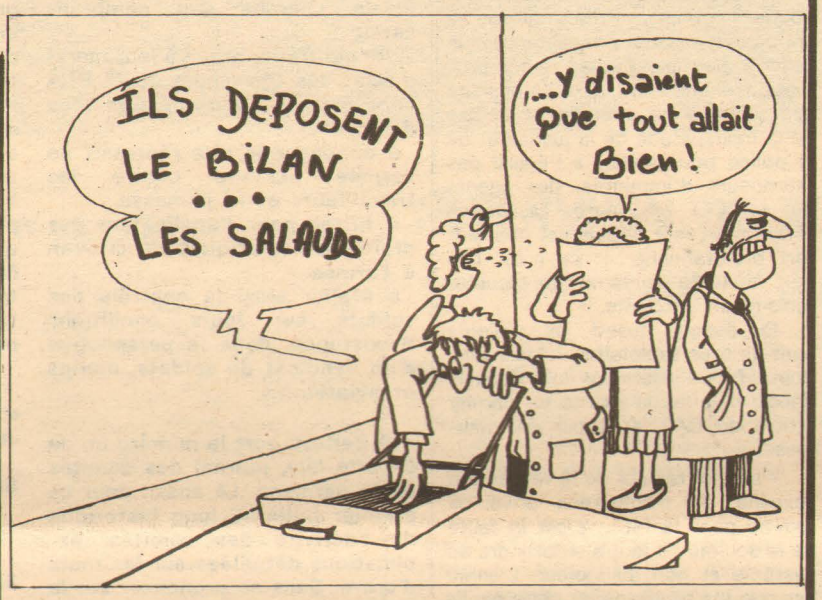
Bref, la logique de ce système d'exploitation c'est de tuer l'homme pour en faire un boeuf, c'est de ne développer que ce qui sert le profit. C'est cette logique qu'applique avec zèle nos deux accusateurs. Nous ne citerons qu'un exemple concret : le chef d'atelier qui accuse nos camarades délégués est peut-être expert dans les chiffres de production, mais quand pense-t-il aux intérêts des hommes qui font cette production ? Il passe tous les jours dans son atelier de tréfilage du cuivre pour voir si les machines tournent, mais il refuse de voir les bouts de cuivre projetés qui se plantent dans le plafond. Un de ces bouts de fil vient de faire verdre un oeil à un camarade de travail. Qu'importe un oeil crevé, ce n'est qu'un accident de plus. Qu'importe, puisque le production n'en souffre pas...

Camarades et amis, participez au soutien et aux luttes que notre section syndicale impulsera,

- *Raboutet ne doit pas être licencié,*
- *Daddamoh et Bouhadite ne doivent pas être condamnés,*
- *Halte à l'injustice et à la répression.*

Premières initiatives de prises :
1) Manifestation, le 13 à Clichy, à 10 heures (rendez-vous devant le 170 quai de Clichy
2) Délégation à Nanterre au Tribunal à 13 heures, le 13, pour protester contre le jugement de Daddamoh et Bouhadite
3) envoi de télégrammes et motions de protestations au Ministère du Travail, à A. Roux, PDG de la CGE, 54 rue de la Boétie, Paris 8ème ; à M. Langlois, directeur des Cables de Lyon, 170 quai de Clichy.

Section syndicale CGT des Cables de Lyon



Extraits de la position CFDT horlogerie

Les patrons sont responsables :

— de n'avoir, au travers des multiples organismes dont ils se sont dotés, pas pu établir une stratégie industrielle d'une quelconque cohérence ;

— d'agir ainsi au mépris de l'emploi dans la région, de la survie du Haut-Doubs dont ils se veulent les champions (on se rappelle la « grève des patrons » du Haut-Doubs)

— d'avoir été incapables de mettre au point, avec l'aide de leurs organismes syndicaux ou techniques, les produits capables de concurrencer aujourd'hui les USA et le Japon.

— d'organiser le sauvetage in-extremis de quelques entreprises au mépris de tout le reste de la branche, n'est-ce pas M. Rieme et consorts de Montrelec ?

— de faire croire que les « aides » diverses du gouvernement parviendront à sauver la situation, etc.

Une situation commune posée depuis 10 ans

Cette situation, les travailleurs et leurs organisations syndicales l'avaient eux, analysée de manière juste voilà près de dix ans ; le Comité de défense de l'emploi à Morteau avait, dès 1968, alerté les Pouvoirs publics sur les dangers de la mono-industrie et de la situation technologique en cours.

M. E. Faure n'avait pas, à l'époque, jugé la situation critique.

En 1969, la CFDT de Morteau déclarait que si rien n'était fait, en particulier dans le domaine de la formation dans les plus brefs délais, il était inutile de penser que le Haut-Doubs ferait, à l'avenir, autre chose encore que de l'assemblage. Rien n'a été fait. Et malheureusement, nos craintes se réalisent.

Combien d'autres interventions de la sorte n'ont pu être retenues ?

Garantie de l'emploi

L'industrie horlogère ne doit plus être la seule activité du Haut-Doubs. Il y a nécessité de diversification, si on ne veut pas faire de cette région un nouveau Fougères ou un nouveau midi viticole.

Un plan de développement industriel et de financement doit être fait sous contrôle public et surtout sous contrôle des travailleurs pour imposer la garantie de l'emploi et le développement économique de la région.

Le Bureau de coordination de l'Horlogerie CFDT du Haut-Doubs et de Besançon, Avril 76

Une des motions de solidarité envoyée aux Lips

Section CFDT Hôpital Henri Mondor à Créteil

Camarades, vous êtes pour la deuxième fois ainsi que bien d'autres entreprises les victimes de l'anarchie capitaliste.

Vous avez démontré à l'ensemble de la classe ouvrière française qu'il était possible de lutter et de gagner. Aussi, nous, section CFDT de l'hôpital Henri Mondor à Créteil nous vous apportons notre soutien dans votre lutte pour gagner contre cette nouvelle attaque du pouvoir. Alors que le pouvoir matraque les étudiants, brise les grèves, envoie ses chiens contre les travailleurs du Parisien libéré, enferme les soldats qui luttent, il faut être offensifs et montrer que les travailleurs ne se laisseront pas faire ! Nous ferons notre possible pour vous aider et populariser votre lutte. Vive la lutte des Lips. Vivent les luttes des étudiants, des soldats et des ouvriers... !

Amitiés syndicales

en lutte

METALLURGIE

Etablissements Simon Frères (Cherbourg). La grève s'organise. Le conflit qui a démarré fin mars après des débrayages spontanés se poursuit avec des formes d'organisation nouvelles pour Cherbourg qui complètent celles adoptées précédemment par l'UIE. Deux axes importants se dégagent : pour améliorer le rapport de forces : la solidarité et la popularisation. La solidarité s'organise peu à peu ; des collectes ont eu lieu dans les boites locales avec succès, un compte bancaire est ouvert (Crédit mutuel de Cherbourg : solidarité Simon N° 32 721 91). La popularisation s'étend. Jeudi, sur le marché, samedi par l'organisation d'un tournoi inter-entreprises, dimanche avec un pique-nique et un spectacle. Dimanche un comité de soutien paysan est venu vendre au prix de gros ses produits. Cette action crée un précédent local et a rencontré un profond écho auprès des ouvriers. Le tract distribué au cours de la vente appelle « au combat commun entre ouvriers et petits paysans non salariés certes mais dont le travail est exploité par les firmes capitalistes ».

Lundi une réunion devait se tenir avec la direction qui joue encore le pourrissement et la division en téléguidant un comité de non-grévistes. Mardi c'est la journée nationale dans la métallurgie. Localement, des débrayages sont prévus avec rassemblement à 15 h 30 devant les Etablissements Simon. Jeudi prochain, une nouvelle manif est prévue à 18 h appelant l'ensemble des travailleurs cherbourgeois à manifester leur solidarité aux grévistes et contre le chômage. Toute la semaine, les collectes doivent se poursuivre. La situation mûrit donc à Cherbourg ville touchée par le chômage : 150 à l'arsenal, UIE touchée en juin probablement, etc. Le 1er mai s'annonce très chaud à Cherbourg.

PAYSANS

Nantes. Meeting de soutien à la lutte des viticulteurs du midi.

Les Paysans-travailleurs organisent mardi un meeting avec la participation d'un viticulteur du Comité d'action viticole de l'Aude, avec le soutien des organisations d'extrême-gauche LCR, OC-GOP, OC-R !, PSU, Union marxiste de Nantes. Les organisations ouvrières (syndicats et partis de gauche) se sont finalement récusés, estimant, comme le PC, que la présence des révolutionnaires « qui font tout pour abreuver d'injures le Programme commun » était un obstacle à leur participation. Ainsi, les organisations ouvrières de Loire-Atlantique ont préféré, à la différence de ce qui se passe dans le Midi, laisser les organisations paysannes isolées, sous prétexte de la présence des révolutionnaires ; elles préfèrent sans doute le voisinage du CID-UNATI dans le grand rassemblement des mécontents.

Du coup, la FDSEA tiraillée, divisée a retiré sa participation.

femmes

CRIMINALISER LE VIOL ?

Aux Assises de Lyon, des mineurs ont été condamnés récemment à plusieurs années de prison pour viol. A Besançon un gendarme a violé une étudiante ; le procès s'ouvrira prochainement.

Ces deux affaires relancent le débat : quelle analyse faisons-nous du viol dans cette société ? Peut-on faire appel à la justice bourgeoise pour condamner des violeurs ?

Nous ouvrons le débat dans ces colonnes.

« L'union pour la défense de la Dignité Humaine », association féministe bourgeoise parmi d'autres, réclame un alourdissement des peines, et le traitement des affaires de viol par des femmes policiers et juges d'instruction, afin d'éviter la création de milices de femmes d'auto-défense.

De son côté le journal du CAP (N°35 avril) considère l'emprisonnement pour viol « plus absurde » que pour un autre délit.

Tels sont les derniers rebondissement de la polémique ouverte par la campagne du mouvement des femmes pour la reconnaissance du viol comme crime, à l'occasion du procès de Marseille (trois jeunes femmes belges avaient été violées). Rappelons que si le droit bourgeois accepte la notion de viol, c'est uniquement lorsque le non-consentement de la femme est manifeste ! Traduction dans la plupart des cas : si une femme, épuisée par des heures de violences et menacée de mort, finit par « attendre que ça se passe » pour sauver sa peau (cf. Marseille), son consentement est présumé et le violeur passe en correctionnelle pour coups et blessures. Pour les groupes femmes le but est donc de faire reconnaître le viol comme tel et de mettre fin à la mise en accusation de la femme violée (!), suspectée de l'avoir bien cherchée.

Cette campagne s'est heurtée à de violentes oppositions retranscrites dans Libération, et dans les prises de position du CAP. L'argumentation s'articule autour de deux axes :

- Le viol résulte de la répression sexuelle ; le maljeureux privé de femme perd la tête ; c'est la faute de la société ; il faut s'en prendre au système et non au violeur. L'ennui est que les partisans de cette explication n'ont jamais daigné expliquer pourquoi les plus réprimées, les femmes , ne se groupent pas pour violer à tous les coins de rue. Sinon en faisant appel à l'argument réactionnaire des plus grandes exigences de la sexualité mâle par rapport à la sexualité féminine.

- On ne s'adresse jamais à la justice bourgeoise ; celle-ci en profite d'ailleurs pour condamner des prolétaires.

L'absence d'appel à la justice bourgeoise se pare des vertus de l'intransigeance révolutionnaire ; l'argument n'en contredit pas moins les traditions du mouvement ouvrier : obliger la bourgeoisie à appliquer sa propre légalité lorsque celle-ci permet d'obtenir une protection élémentaire. Les défenseurs des violeurs ne s'indignent-ils pas de la mansuétude de la justice et de la police bourgeoises à l'égard des ratonneurs d'immigrés, des agents de la CFT et autres assassins d'Overney ; leur origine est pourtant fort prolétarienne, et ce n'est pas eux, mais le système qui secrète racisme et fascisme.

Et depuis quand les violeurs sont-ils tous prolétaires ? Mais sans doute faut-il aller plus loin dans le débat, et c'est le mérite du dernier article du CAP, écrit par des femmes.

- Le viol résulte de la répression sexuelle ; le malheureux privé de femme perd la tête ; c'est la faute de la société ; il faut s'en prendre au système et non au violeur. L'ennui est que les partisans de cette explication n'ont jamais daigné expliquer pourquoi les plus réprimées, les femmes , ne se groupent pas pour violer à tous les coins de rue. Sinon en faisant appel à l'argument réactionnaire des plus grandes exigences de la sexualité mâle par rapport à la sexualité féminine.

Le viol n'est pas la conséquence d'un « manque ». C'est l'acte d'agression-destruction typique d'un groupe sexuel contre un autre. C'est aussi le symbole le plus criant de la violence extrême des rapports entre les sexes dans cette société d'oppression des femmes.

Nous reviendrons sur cet article demain.

Frédérique Vinteuil

armée

COMITES DE SOLDATS

LE MORAL DE LA TROUPE N'EST PAS MAUVAIS...

Ils cognent à Reims, ils tuent au Taillefer... mais rien n'entame le moral des comités de soldats. Ainsi le comité du 7° Bataillon de Chasseurs Alpins de Bourg St Maurice, qui nous envoie le communiqué suivant :

« Le comité a l'honneur d'annoncer officiellement son existence, après la diffusion massive (plusieurs centaines d'exemplaires) de son journal *Tarte à gueule*. Depuis ce jour de février, la hiérarchie militaire locale cherche son démoralisateur !

Au contraire, grâce à leur moral d'acier, les Chasseurs du 7° BCA continuerons avec toujours plus de force :

- à dénoncer le rôle répressif de l'armée actuelle contre les travailleurs et la jeunesse,

- à lutter pour l'application des droits démocratiques du citoyen à l'armée,

- à établir ainsi le contrôle des soldats sur leurs conditions d'existence, dans la perspective d'un syndicat de soldats, marins et aviateurs.»

A Belfort, sort le numéro un de *Belforte tête*, journal des comités de la garnison. Là aussi, pour ce premier bulletin, long historique de l'activité des comités, explications détaillées sur les mots d'ordre. Sans se prononcer sur le droit à l'organisation syndicale, le comité insiste sur la nécessité de l'action collective et sur la liaison avec le mouvement ouvrier.

A Blois, les camarades du CS 10 viennent de sortir le numéro deux de *La Dépouille*. Après avoir affirmé vigoureusement leur solidarité avec les réprimés de la Cour de sûreté et l'ensemble des soldats emprisonnés, *La Dépouille* nous informe de toute une série de savoureux échos de casernes. Par exemple nous apprenons les méfaits de la secte Moon à Blois. « Un jour un gus de la secte est venu à la caserne. Il a prêché et une nouvelle secte est née, la secte Boone (NDLR: nom d'un gradé local, particulièrement gratiné). On peut la reconnaître ainsi : signes distinctifs : face d'œuf, crâne d'œuf, aliment exclusif : des œufs. Boone, vu son maigre salaire, est obligé de se servir à l'œil à l'ordinaire.» Vient ensuite une description des adeptes. Le gradé qui « à force de boire du rouge, voit des rouges partout entre midi moins cinq et une heure quinze », par exemple. Mais qu'on se rassure : « Un certain grand soir, la secte Boone fera boum ! ». On a droit également à une petite chanson :

« Si vous me donniez du son,
Je vous donnerais de beaux cochons
Si vous me donniez de l'imagi nation
Je vous donnerais des coups de bâton.
Si vous me donniez de la parti cipation
Je vous donnerai des paquets de bonbons
Et si vous me donniez des noms, des noms,
Je vous donnerais de beaux galons, et un caleçon long.»

REIMS

LIBERTE POUR LES SOLDATS EMPRISONNES

Un rassemblement se tiendra aujourd'hui à 18 h devant le lycée de Chatenay-Malabry pour exiger la libération des soldats emprisonnés, et notamment celle des camarades de Reims. Ce rassemblement est appelé par des lycéens et le Comité local pour la libération des soldats emprisonnés.

les temps modernes

APRES PARIS ROUBAIX UN HONNETE HOMME EN COLERE

● Pas content, Jacques Goddet, directeur de la course Paris-Roubaix. Dans l'*Equipe* d'hier matin, il commente dans les tons aigres-doux l'interruption de la course par les travailleurs du *Parisien libéré* et de Rhône-Poulenc. Ulcéré, le brave homme, lorsqu'il évoque le « pillage » des voitures des messageries qui transportaient *Le Parisien* et, pire encore, ce « groupe (qui) alla jusqu'à chercher les voitures des directeurs de la course, les pneus étant perforés à coups de poinçons », lèse majesté ! Puis il larmoie : « Nous rappelons qu'il s'agit d'un spectacle offert gratuitement au public, qui constitue pour celui-ci un moment de joie, généralement partagé en famille.» Si les grévistes s'en prennent à la famille, maintenant... Au fait, vous ne saviez pas que l'*Equipe*, c'est le même groupe financier que le *Parisien*, celui d'Amaury ?

AGRESSION RACISTE DANS LE VAUCLUSE

● Dans le Vaucluse, au Thor, des Nord-africains qui voulaient consommer dans un café ont été jetés dehors et tabassés après que le patron ait refusé de les servir. Ils ont dû être conduits à l'hôpital de Cavaillon et l'un d'eux a une incapacité de travail de dix jours. Le patron du café a déclaré à la police qu'ils étaient en état d'ivresse, mais les médecins n'ont rien décelé. Le MRAP va porter plainte.

LA POLICE VEILLAIT

● Devant l'ampleur du dispositif policier placé dans les gares parisiennes, le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés a dû renoncer à s'adresser aux permissionnaires comme il en avait l'intention dimanche soir. Les responsables du comité ont néanmoins affirmé qu'ils s'adresseraient aux soldats par d'autres moyens, notamment pour leur faire parvenir le livre noir contre la répression qu'il vient de publier.

EPERNAY. DE DROLES DE LUNETTES

● Les habitants d'Epernay ont répondu massivement à l'opération « clef sous la porte »... « Ils ont parfaitement reconstitué un départ en vacances »... « Rien ne manquait à cette simulation estivale » (Dépêche AFP. 11 avril)

Il faut avoir les lunettes de Radio-France, d'Antenne deux et de Stasi, maire d'Epernay, pour dire des choses pareilles. Cinq cents voitures au maximum vers 14 heures à l'aérodrome de Plivot où les « vacanciers » étaient arrivés dans l'après-midi, avec rarement valises et caravanes, aucun embouteillage n'a pu se former avant 16h environ. La pelouse de Plivot était loin d'être noire de monde.

Roland Agret : 30e jour de grève de la faim
Marie-José Agret : 7e jour de grève de la faim

LE CHANTAGE DE LECANUET

Une révision du procès de Roland Agret ? C'est une possibilité qu'évoque un récent communiqué du ministère de la Justice. L'*« enquête approfondie »* qui se mène depuis les déclarations de Benjhelloul (cet autre détenu impliqué lui aussi dans le meurtre de Borrel et qui innocente totalement Roland) touche à sa fin. *« Les conclusions de cette enquête seront connues prochainement, elles seront soumises à la commission de révision des procès criminels et correctionnels »*. Rien de plus qu'une éventualité donc que cette révision possible dont l'annonce ressemble bien à *une manœuvre de démobilisation* tentée auprès de tous ceux qui se mobilisent autour de Roland et de sa campagne Marie-Josée. Et quand bien même l'annonce certaine d'une révision prochaine serait annoncée ! C'est « officieusement » la version avancée par les sous-fifres qui ont reçu, samedi dernier, les délégués de la manifestation qui s'est tenue place Vendôme. Mais, prudemment, ils ajoutaient que tout cela n'était plus qu'une affaire de semaines. *Une affaire de semaines... !* Autant dire que c'est un mort qui verra son procès révisé. Il parait difficile de pousser plus loin le cynisme criminel : c'est chaque minute, chaque seconde qui compte pour Roland. Ces minutes et ces secondes de souffrance qui sont volées à sa liberté.

Lecanuet croit-il donc sauver sa triste face en se retranchant dans le maquis des procédures ? Il faut rappeler pour la millième fois que par delà les « enquêtes » sinon « approfondies » du moins fort lentes qu'il fait mener, c'est de *lui* et de lui seul que dépend la vie de Roland. C'est lui et lui seul, en tant que Garde des Sceaux, qui a le pouvoir d'utiliser *l'article 624 du code de procédure pénale* qui permet, en cas exceptionnel, de prononcer la suspension de peine. Si Roland n'est pas un cas exceptionnel, autant supprimer l'article 624 : il ne sert à rien.

Lecanuet en laissant faire sa justice, en dissertant sur le « chantage » que fait peser sur lui la lutte d'un homme qui crie son innocence avec les derniers moyens qui lui restent, risque de se retrouver dans la peau d'un assassin. Mais en attendant son attitude est d'ores et déjà celle d'un maître-chanteur. Car quelle fonction autre que celle du chantage ont ces déclaration mesurées sur cette révision qui « pourrait » être décidée, un jour, dans quelques temps, si l'enquête est suffisante bien sûr, mais surtout, surtout si tout le monde est bien sage !

Ni Roland, ni Marie-Josée, ni leurs amis ne tomberont dans ce piège. Trop de belles promesses et de mots apaisants ont été prodigués dans cette affaire pour qu'aujourd'hui la lutte cesse en raison de vagues déclarations, faites au conditionnel. Une lutte ultime, une lutte jusqu'au bout, dans laquelle Roland et Marie-Josée mettent leurs vies en jeu, c'est de cela qu'il s'agit.

Aux Beaumettes, l'état physique de Roland s'aggrave. Ses quelques rares mouvements deviennent de plus en plus pénibles, s'asseoir lui est maintenant pratiquement impossible. Marie-Josée mène maintenant sa grève de la faim à Montreuil, 17rue Hoche, à « la Maison ouverte ». Tous deux ont un moral de fer, malgré leur état physique qui se dégrade. Malgré (ou plutôt : à cause) les déclarations récentes, leur volonté d'aller « jusqu'au bout » est totale. Il nous appartient d'être aussi déterminés qu'eux à empêcher le crime légal qui se trame.

J-F. V.

Réunion unitaire 17 rue Hoche à 20 h ce soir. Tous ceux qui veulent préparer les prochaines initiatives à prendre pour la libération immédiate de Roland peuvent y venir.
Tous renseignements : 254 09 09 (CAP) 705 93 99 (CIMADE)

VERS LA GREVE GENERALE DES FACS

Après l'appel à la grève générale des universités pour l'abrogation de la réforme du deuxième cycle lancé par la coordination nationale d'Amiens, le 10 avril, la bataille est engagée sur les campus pour l'extension du mouvement aux enseignants du supérieur et au personnel. Dans certaines villes, des sections du SNESup, ne se contentant pas du mot d'ordre de grève pour le seul 15 avril, ont débrayé dès aujourd'hui. C'est le cas pour la région parisienne pour Villetaneuse, Paris 7, Tolbiac, certaines sections de Nanterre. Par ailleurs, la section enseignement supérieur du SGEN-CFDT appelle les enseignants à une « grève reconductible ... (qui) prend effet à partir du 12 avril pour une durée minimum de huit jours ».

La grève s'étend progressivement à quelques lycées, contre les décrets d'application de la réforme Haby. C'est le cas à Grenoble, Bordeaux, Avignon, Béziers, Poitiers, dans certains lycées de la région parisienne, et au lycée Louis-Le-Grand de Paris. Une coordination des lycées de la région parisienne se réunit ce soir à 18 h, à la fac de Jussieu. Elle devra préparer la journée du 15 avril qui, comme dans les factultés, sera dans le secondaire une journée de grève et de manifestations.

Il est d'ores et déjà certain que cette journée où enseignants, étudiants, lycéens et collégiens manifesteront au coude à coude, sera la plus importante de toutes les journées d'action qui ont rythmé le mouvement étudiant de cette année. Une journée qui sera un pas de plus franchi dans la voie de la grève générale de l'Education nationale. Le Collectif national étudiant désigné par la coordination d'Amiens s'est réuni hier soir pour l'organiser. Il doit prendre contact aujourd'hui avec les organisations syndicales afin de les rencontrer « en vue d'actions communes, sur une plate-forme unitaire ». **Il donnera aujourd'hui également sa position sur une éventuelle rencontre avec Alice Saulnier-Seïté.**

INFO FACS

Les enseignants aussi : à Nanterre, le SNESup Sciences éco a décidé huit jours de grève reconductible, et également la grève administrative (rétention des notes d'examen). **A Villetaneuse,** une AG des profs s'est tenue hier qui « **appelle à la grève générale les enseignants de Paris XIII et à la présence sur les lieux d'enseignements toute la semaine, jusqu'au 20 avril.** ». Elle appelle aussi « **l'ensemble des enseignants de toutes les universités à la rejoindre dans la perspective d'une grève générale de l'Education Nationale** ». A Paris VII (Jussieu), les enseignants de l'UER de physique sont en grève reconductible. Appel à tous les enseignants pour la grève. A Perpignan, une AG d'enseignants convoquée par le SNESup a voté la grève pour une semaine.

Paris : la grève se poursuit. Orsay vient de s'y joindre. A **Villetaneuse** s'est tenue le 10 avril un « **forum des luttes** » qui a regroupé 800 personnes en majorité étudiants. Débats sur l'école, intervention de travailleurs, de délégués CFDT de chanteurs. La CGT était absente en prétextant de la place « trop grande » accordée à la CFDT. Cela a lourdement contribué à la faible présence de sections syndicales et de travailleurs. Seul étaient là des sections CFDT (Rateau, Chaix), des paysans travailleurs et des résidents immigrés de la Sonacotra. L'AG a décidé d'envoyer une lettre ouverte aux travailleurs CGT de la Seine St Denis. A **Clignancourt,** la faculté a été rouverte sans vigiles. Une AG a immédiatement revoté la grève. A Nanterre, pour organiser l'auto-défense, les étudiants ont pris contact avec l'intersyndicale du RER pour coordonner leur action en cas d'intervention des fascistes : arrêt des rames, avertissement, etc. Enfin, la coordination parisienne de toutes les **Unités d'Architecture** organise le 14 avril une journée de réflexion et de débats rue Bonaparte (Paris 6e) à UP1. Elle se terminera par une manifestation en direction du Secrétariat d'Etat à la Culture. Elle tiendra une conférence de presse le même jour à 14 H 30 à UP1. Par ailleurs, les étudiants en psychomotricité ont investi le 10 avril à 300 les journées nationales de psychomotrocité. Une coordination nationale de cette branche est mise sur pied.

A **Nancy,** occupation de l'ANPE hier. Vendredi, les services administratifs avaient été occupés et une circulaire du président envoyant 7 projets d'habilitation interceptée. La grève s'étend à Droit-Sciences éco. **Au Mans,** grève générale en Lettres et Sciences. Meeting avec la CFDT, la CGT « LA FEN et le comité de grève étudiant le 14 avril, à 13 heures à la fac. A **Amiens,** un meeting de la « majorité silencieuse », organisé en sous-main par les fascistes n'a pas pu se tenir grâce à la mobilisation des anti-fascistes : personne n'est venu ! A Strasbourg, grève reconduite et occupation d'un conseil d'université hier. A Rennes, mobilisation contre la répression.

A la suite de la manifestation et de l'occupation de la chambre patronale jeudi, le pouvoir utilise la loi anticasseurs (bris de clôtures, maintien de manif après sommations). Lors de cette manif, il y avait eu plusieus blessés du côté des manifestants. Vendredi après-midi, un militant de la LCR a été convoqué, puis gardé à vue une nuit à la prison de Rennes. Samedi matin, il est comparu devant le tribunal correctionnel, inculpé pour un procès qui aura lieu le jeudi 29 avril et mis sous contrôle judiciaire.

INFOS LYCEES

Région parisienne : grève à Gonesse après une sanction contre un élève. A Créteil, grève au lycée Branly : ils demandent qu'on vienne les voir ! A Louis-le-Grand, après avoir refusé l'octroi d'une salle de réunion, l'administration a confiqué un magnétophone avant même qu'il en ait été fait usage. Après avoir condamné cette *« atteinte à la liberté d'expression »* l'AG d'hier a voté la grève active. Une coordination des comités de lutte lycéens du Quartier Latin s'est tenue le 10 avril.

Grenoble : la coordination centrale des comités de lutte des lycées techniques, des lycées classiques et des CET de la région Alpes proteste contre *« les menaces de répression qui pèsent sur le CET Sassenage, les LT Vaucansson et Guynemer* (lettres au parents), *et le lycée Jean-Bart (parades des forces du désordre à l'intérieur du lycée) »*. Elle affirme que sa réponse sera la grève, les manifs et les occupations des lycées fermés. Par ailleurs, elle prend contact avec les enseignants pour qu'ils *« s'engagent à ne pas contrôler les absences pendant les grèves »*, qu' *« ils préparent avec nous la grève générale de l'Education nationale. »* Dans cette ville, cinq lycées techniques et deux lycées classiques sont en grève.

Poitiers : deux lycées et un CET en grève. 1100 dans la rue le 8 avril.

Béziers : grève à 80 % dans deux lycées et un CET.

Avignon : la grève démarre dans les bahuts du Vaucluse. Au lycée Mistral, grève massive depuis hier. Manif jeudi à 15 heures avec toute la région, y compris Salon de Provence.

Rennes : AG dans trois lycées aujourd'hui où la grève sera proposée.

Roman : tous les établissements scolaires en grève.

Valence : les lycées techniques en grève.

Bordeaux : quatre CET sont encore en grève et deux lycées techniques. Une coordination étudiants-collégiens s'est tenue pour la première fois. Elle a décidé d'envoyer une délégation au rassemblement régional de Toulouse, le 15 avril, soutenu par l'UD-CFDT.

Lens : en vue de 10 % sauvages, les lycéens de la Cité technique sont à la recherche d'un groupe instrumental (folk, jazz...) qui n'exigerait d'eux que le remboursement des frais de déplacement. Ecrire à Claudie Fatou, 34 rue Jeanne-d'Arc, 62300 Lens.

Le Mans Une dizaine de lycées et CET se sont recnontrés le 10 avril. Les différentes structures de lutte organisent des AG aujourd'hui.

La fête de « Ceux du technique »

1000 COLLEGIENS S'AMUSENT

On est accueilli par une banderole multicolore : « Vive la fête ». A gauche de l'entrée, une série de panneaux sur l'oppression des femmes dans l'éducation, le mariage, le travail. Des filles lisent, doutent, « Moi, ce que je fais, je l'ai choisi...» A gauche de l'entrée des panneaux sur la grève de Chaussons en 75. Devant l'escalier un panneau sur l'internationalisme qui appelle à reconstruire la 4e Internationale... C'était le 11 avril, à la Mutualité, la fête annuelle de « Ceux du Technique », organisation collégienne animée par Lutte Ouvrière.

On rentre dans la fête : « 50 centimes pour vous défoncer », 50 centimes pour « dézinguer » Giscard, Chirac, Ponia-la-matraque et Bigeard-le-pithécantrope avec des balles de son. Plus loin , le jeu des cadences infernales, qui sciera le plus vite un tube de métal... si on fait performance, on peut gagner un livre, mais la plupart gagnent juste une décoration « 25 ans de bagne, marche ou crève » que leur remet un « cheffaillon » sous les risées de l'assistance. Ailleurs encore on joue à pédaler le plus vite possible sur un vélo immobile... Un peu « Guy Lux » au goût de certains. Un stand « Homme ménager » où deux filles attendent des volontaires pour langer un poupon de celluloïd a moins de succès ! les CET qui ont des stands ont tous préparé quelque chose : qui de la compote de pomme, qui des gâteaux espagnols au miel, qui de la salade niçoise. A chaque stand des panneaux racontant les conditions de vie et les luttes dans les CET, l'activité des comités « Ceux du Technique ». Et puis trois stands politiques : Lutte Ouvrière, Ceux du Technique, et Technique Rouge.

Dans les travées, devant la scène où se succédaient des parties musicales et des prises de paroles, beaucoup de monde : selon les organisateurs, 1000 collégiens, et des non-collégiens venus les soutenir : parents, travailleurs, militants... Des CET de province avaient envoyé des délégués : Bordeaux, Tours, Lyon, Orléans, St Etienne, Metz, Rouen. Certains collégiens s'affirmaient déçus : « il y a beaucoup de stands avec ce côté physique, barbare, on ne discute pas assez, c'est plutôt la fête du dimanche ». Il est vrai que les forums qui se succédaient toutes les demi heures étaient l'aspect le moins réussi de la fête : très peu de collégiens y prenaient la parole. Mais pour beaucoup de collégiens, on pouvait à la fois discuter et s'amuser bien. Dans un stand, on maquillait gratis tout le visage : joues, front, nez, dérision du maquillage discret de la secrétaire en même temps que symbole de la fête ; les filles y allaient volontiers (je n'ai vu qu'un seul garçon peinturluré). Sommes toutes, une fête réussie.

M. T.

Revue de presse

L'Humanité

MAIS OU EST PASSEE LA GREVE GENERALE ?

Pour l'Humanité, rien n'a changé. La Coordination Nationale d'Amiens, a sans aucune ambiguité appelé à la grève générale des universités. Pourtant, sans aucune gêne, l'Humanité du 12 avril titre : *« Semaine d'action dans les universités, UNEF-SNESup : grève nationale le 15 »* ! La coordination a, à une large majorité, condamné le fait *« qu'une organisation, quelle qu'elle soit, puisse prétendre réclamer pour elle seule la légitimité de la lutte »*, en mettant directement en cause l'UNEF. Pourtant, sans aucune gêne, l'Humanité, dans son éditorial, affirme que *« la lutte est fortement marquée par le rôle principal que joue l'UNEF, seule organisation nationale, pour éclairer et exprimer le moucement »* ! Dans les pages intérieures, le compte-rendu de la Coordination d'Amiens est tout aussi surprenant. La motion sur la démocratie du mouvement, condamne les agissement d'éléments *« se réclamant de l'UNEF »* qui ont fait *« de l'obstruction physique à l'entrée de la coordination »*. L'Humanité, sans aucune gêne, retient *« l'acharnement mis par l'UNEF pour obtenir une représentation juste »*, bref à refuser d'être minoritaire ! Enfin, de la longue motion finale (Rouge du 12 avril), l'Humanité retient *« notamment le 15 avril »* et commente : *« au moment de conclure, le poids des décisions de lutte prises mardi par le SNESup et l'UNEF semble avoir pesé fortement »*. De la grève générale

Faudrait-il alors rappeler que cette motion finale a été votée par les membres de l'UNEF présents à Amiens ? A René Maurice, Président de l'UNEF, c'est certain, puisque dans une déclaration, le 11 avril, il ne retient d'Amiens que *« l'extension de la lutte »* et la journée du 15. S'il en était besoin, c'est une preuve de plus que l'UNEF, et surtout les militants du PCF qui l'animent, s'oppose à la généralisation du mouvement, à son extension aux enseignants, à une riposte qui soit à la mesure de l'attitude hautaine et répressive du pouvoir. Qu'importe puisque l'UNEF a, elle, une proposition d'action alternative très enthousiasmante : elle a proposé dimanche dernier une rencontre avec *« les pouvoirs publics »*, *« pour leur faire part des exigences du mouvement étudiant »*....

Le Figaro

LES TERRORISTES, TROTSKYSTES OU MAOISTES

ça s'appelle **Le Figaro**. Ça se dit sérieux. C'est en tout cas fort réactionnaire. Et donc mensonger et intolérable. Car quand l'on gratte un **« papier »** que lira la bourgeoisie, autant écrire ce qu'elle aimera lire. Fidèle serviteur donc, que le **Bernard Bolinauri** qui a écrit dans **Le Figaro** du 12 avril, ces phrases venimeuses :

« Amiens marque peut-être un tournant. Les radicaux de l'ultra-gauche ont pris le pas sur les organisations. Aussi bien les forces de gauche qui soutiennent le mouvement étudiant vont-elles devoir compter avec la menace des terroristes, trotskystes ou maoistes, qui prônent des coups de main contre les locaux du CNPF ou les agences pour l'emploi ».

des fleurs et des pavés

livres

LA GRANDE PAGAILLE

Par Patrick Mann,
coll. Super Noire, ed. Gallimard

La Grande pagaille est la traduction française de *Dog Day afternoon* dont a été tiré le scenario du film *Un Après-midi de chien*. Le livre est plus proche du genre « policier » que le film, mais l'un comme l'autre ne sauraient être réduits à ce genre dont le moins qu'on puisse dire est que son intérêt pour les lecteurs de *Rouge* n'est pas évident. Ici l'intrigue policière est subvertie par un retournement des valeurs propres à la série noire : les flics sont des meurtriers corrompus et les braqueurs de banque se voient conférer une certaine positivité. Joe, homosexuel et ancien combattant du Vietnam décide de braquer une banque pour payer l'opération de son amie, opération qui lui permettra de devenir une femme. Un grain de sable dans l'engrenage du coup amène la police et le FBI à cerner la banque amenant Joe à tenter un coup de poker : il demande un avion et un million de dollars contre la vie des employés de la banque retenus en otages. Pendant plusieurs heures, Joe, saisi par le vedettariat qui lui tombe sur les épaules, va manoeuvrer les flics, crachant à la gueule de l'Amérikke bien pensante ses quatre vérités.

Qui est le plus à craindre, même du point de vue des « braves gens », des gangsters ou des meurtriers assermentés ? C'est cette question que pose *La grande pagaille*, rappelant à qui l'aurait trop vite oublié l'intervention policière contre la mutinerie des prisonniers d'Attica (1). Et de même, aux badauds venus voir le sang couler, Joe hurle que Nixon jouit, après Watergate, d'une retraite dorée aux frais des contribuables, et que lui, qui au Vietnam a fait le sale boulot, est, dans ces conditions, fondé à en exiger autant. *La grande pagaille*, qui s'appuie sur un fait divers réel, est un indice de l'ébranlement des valeurs bourgeoises aux Etats-Unis : messieurs les bourgeois faites preuve de votre vertu ou ouvrez les prisons, telle est la leçon d'un roman policier pas comme les autres. C'est ainsi sans doute qu'il convient de le lire.

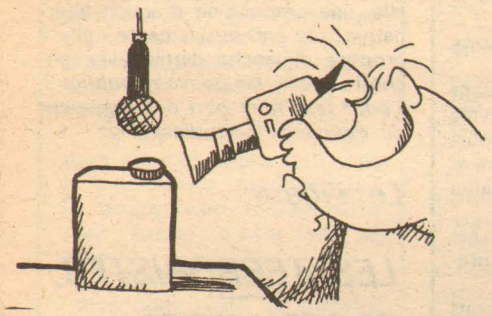
(1) Attica est une prison américaine où une mutinerie éclata, prenant vite un tour de contestation politique. Les flics et la garde nationale chargèrent tirant sur les prisonniers désarmés. Un film (à voir) en a été tiré.

M.C.

cinéma

LE PLEIN DE SUPER

d'Alain Cavalier



Prenez de jeunes acteurs, utilisez à fond leur spontanéité, tournez avec eux une histoire décontractée... La recette, dans le cinéma français, nous a donné des beaux films à audience restreinte (*Du côté d'Orouet*, de Jacques Rozier, *Céline et Julie vont en bateau*, de Jacques Rivette) et aussi un gros succès d'assez mauvais aloi, *Les Valseuses*, de Bertrand Blier. Le film d'Alain Cavalier se situe à mi-chemin : il n'a pas la vulgarité racoleuse des *Valseuses* ; il est destiné à un public plus large que les films de Rivette ou de Rozier. L'histoire est celle d'une grande ballade. Klouk, employé dans un garage, doit emmener de Lille en Provence la grosse bagnole d'un client ; il part avec son copain Philippe, ramasse en route Daniel et Charles, autostoppeurs. Le film, c'est ces quatre types et leur bagnole. Vie du groupe, incidents de parcours, etc. Les quatre comédiens ont participé à l'écriture du film, le réalisateur a tout tourné en direct sans maquillage. Le résultat en est plaisant, sans l'originalité qu'il revendique, certes ; il marque, avec ses limites, le retour d'Alain Cavalier, qui, voici plus d'une dizaine d'années, avait donné, avec *Le Combat dans l'île*, un film ambitieux et réussi.

P.L. T.

« Elements pour une analyse du fascisme »

LES PHENOMENES FASCISTES

Séminaire de M.A. Macciocchi à Vincennes, en 1974-1975.
« Eléments pour une analyse du fascisme »
2 volumes 10/18 - 15 F chaque

Pour la pensée bourgeoise, la chose est définitivement entendue : le fascisme n'est qu'un accident historique, ou bien l'œuvre de fous démoniaques.

Pendant longtemps, pour les penseurs marxistes, à l'exception de Trotsky, de Gramcsi, de W.Reich, le fascisme n'a été que l'une des formes politiques spécifiques de domination de la bourgeoisie.

C'est pour répondre à ces deux types de schématismes mécanistes, qui occultent plus qu'ils n'éclairent les problèmes, que la communiste italienne Macciochi a réuni, l'année dernière, un séminaire pluridisciplinaire à Vincennes : militants, chercheurs, philosophes, linguistes, psychanalistes... ont tenté de ressaisir la diversité du, ou plutôt **des** phénomènes fascistes.

Le grand intérêt de ces deux volumes, même si toutes les interventions n'ont pas la même valeur ni la même nouveauté, c'est de montrer le caractère totalitaire du fascisme, à savoir la mise en œuvre de différentes pratiques qui lui permet d'embrasser **l'ensemble des rapports sociaux.** Cette démonstration, dont tout le livre porte témoignage, permet d'abord de palier la grande ignorance historique et politique de ces phénomènes, même de la part de militants qui croient pouvoir compenser cette ignorance par deux ou trois slogans stéréotypés (cf. les démêlés, dont rend compte Macciochi, avec le groupe maohystérique « Foudre culturelle » — tout un programme — et qu'il faut lire attentivement, pour ne jamais ressembler à « ça » !), et, d'autre part, permet d'éviter toutes les analyses partielles et réductrices du phénomène global et diversifié qu'est le fascisme. Ce à quoi le séminaire s'emploie, c'est à analyser les différentes formes et les différents plans sur lesquels il a opéré : c'est à analyser les différentes formes et les différents plans sur lesquels il a opéré : c'est cette « unité dans ses différences » qui rend si complexe l'analyse du fascisme , et que l'ensemble des articles permet de ressaisir, isolant quelques éléments « invariants » qui déterminent les « variations » entre les différents « types » du fascisme : à cet égard, la forme spécifique de la chasse aux Juifs du régime de Pétain est remarquablemnt bien restituée par Gérard Miller, dans la prolongation de son excellent **Les pousse-au-jouir du Maréchal Pétain** (Seuil).

le second aspect de ces interventions, c'est qu'elles n'hésitent pas, pour certaines d'entre elles, à explorer des régions peu connues : c'est le cas de l'un des articles les plus approfondis de ces deux volumes, « les femmes et le fascisme » de Macciochi, dans lequel sont repérées et analysées les structures qui permettent à un Hitler ou à un Mussolini d'exprimer une idéologie esclavagiste de la femme, au travers une propagande pseudo-féministe : les rapports de la religion, des mythes de la « femme éternelle », des organisations fascistes sont dévoilés et analysés avec beaucoup de force et de rigueur...

Il en va de même, sur un autre plan, de l'article de Desanti sur « Gentile et les origines philosophiques du fascisme », qui montre comment, par déplacements successifs, un discours philosophique hétéroclite et sans beaucoup d'intérêt a pu devenir l'une des « fugures théoriques » du fascisme italien : « la phrase anodine n'était pas sans danger », note Desanti à la fin d'une intervention qui fournit des « clefs de lecture » très opératoires pour analyser comment se constitue l'« idéologie organique » d'un mouvement tel que le fascisme mussolinien.

Enfin, puisqu'il n'est pas question de les citer toutes, on notera les différentes communications sur les rapports de l'art et du fascisme, et, en particulier sur la façon dont le fascisme s'est servi du cinéma comme arme propagandiste.

Deux volumes à lire, à travailler, à critiquer aussi. Car ce qui fait leur richesse fait aussi leur faiblesse : la crainte d'analyses cloisonnées, spécialisées à l'excès a conduit le séminaire à multiplier les « angles d'attaque », et c'est tant mieux : mais ils ne sont encore que juxtaposés, sans qu'à aucun moment ne soient entreprises des tentatives de synthèse et d'articulation.

Et si l'on ressent l'abscence d'une théorie unitaire capable de reprendre ensemble ces différentes analyses, c'est qu'elles cachent un antagonisme irréductible à une synthèse : celui qui se pose entre ceux qui, tels Sollers ou Dadoun, jugent que le marxisme a « failli », et que le fascisme ne peut être analysé que sous l'angle : « les masses ont désiré le fascisme », le fascisme n'est qu'affaire de désir. La prégnance de ce « courant désirant » se manifeste au cours du séminaire — et il est incontestable qu'il est contradictoire avec des analyses telles que celles de J.M Vincent, Poulantzas, Desanti, Macciochi — mais aussi, excellentes, celles développées par le psychanalyste Sibony sur le « racisme ». Entre eux qui noient toute référence au pouvoir aux classes sociales, — « dans cette nouvelle nuit où toutes les vaches sont noires » : le désir — et ceux qui, tout en ayant conscience des insuffisances et des « manques » des analyses « traditionnelles », restent sur une ligne politique de classe, une opposition irréductible existe.

Antagonisme que l'apparent « œcuménisme » du séminaire tend à occulter.

Michel Field

LE RETOUR DE STEVENSON

Un rêve qui s'empare de la vie comme une proie et lui donne la chasse.

Les éditions 10-18 , dans la collection « l'aventure insensée », entreprennent avec bonheur l'édition des oeuvres complètes de Robert Louis Stevenson, cet écrivain que la critique dédaigne mais que l'homage populaire désigne comme un des auteurs les plus pretigieux et les plus chaleureux.

Fascination ! Ce seul mot pourrait suffir à décrire la lecture de Stevenson. Qu'il fasse dans l'enchantement (comme dans « l'Ile au Trésor »), dans le cauchemard (comme dans Docteur Jekill et Mister Hyde), dans l'impossible (comme dans les Nouvelles Mille et une Nuits), Stevenson dresse toujours quelque part une île au trésor à découvrir, même s'il n'y a aucune île ni aucun trésor.

L'aventure merveilleuse, contée de surcroît dans une langue extrèmement imagée et drôle, est le prétexte et la chair à la fois d'une quête pathétique et toujours contrariée. L'amour passioné de la vie entraine ses récits de fuites éperdues en rendez-vous secrets. Que ce soit dans les brumes et les landes glacées de son Ecosse natale, au soleil des îles du Pacifique ou, à dos d'âne, à travers les Cévennes, il va sans cesse, tout au long de ses livres, réaliser un rêve dont la source est dans l'enfance, un rêve immense qui s'empare de la vie comme une proie et lui donne la chasse.

Cette générosité d'écrivain prend toute sa force et sa saveur dans l'Angleterre victorienne et l'Ecosse puritaine que Stevenson déteste. Vagabond lui-même, bohème impénitent, dilettante et agnostique par provocation, la vie de Stevenson est à l'image de ce qui sous-tend l'ensemble de son oeuvre. Atteint dès l'enfance d'une maladie de poitrine incurable, il va chercher à travers le monde l'impossible guérison.

Poétique de l'enfance ? Donquichottisme d'adolescent ? Pas seulement ! Tout en se situant dans la lignée des grands romanciers anglais tels Walter Scott ou Daniel de Foe, Stevenson pousse plus avant les limites de l'aventure. Quel que soit le saugrenu ou le tragique des péripéties, éclate en splendeur la tension toujours vive d'atteindre à une autre réalité.

Si bien, qu'au-delà du plaisir de raconter- et de lire -une belle histoire dans une belle langue, Stevenson prend rang parmi les grands déracinés de la littérature, ces détrousseurs d'infini en cavale permanente derrière un désir de vivre sans temps mort.

Simon Ploëch

PARUTIONS

10/18
. Robert Castel, *Le Psychanalysme*
. Henri Lefebvre, *De l'Etat. 1. L'Etat dans le monde moderne*
STOCK
. Laurent Rainer, *L'après-midi de Prague*
. Mahmoud Issa, alias Selim, *Je suis un fedayin*
. M.Besson et B. Vidal, *Journal d'une communauté*
GALLIMARD
. Hélène Cixous, *La*
. Alejo Carpentier, *Concert baroque*
DENOEL (Science-fiction)
. Roger Zelazny, *Les fusils d'Avalon*
. Thomas Dish, *334* (six nouvelles)
. Georges Soria, *La grande quincaillerie*

REDECOUVRIR LENINE

« Lénine, les paysans, Taylor », un livre de R. Linhart Ed. du Seuil

Aujourd'hui, la personne et l'œuvre de Lénine sont attaquées de toutes parts. Si l'on en croit Soljénitsyne et bien des auteurs de moindre calibre, le dirigeant bolchevik n'aurait été qu'une sorte de forcené, hanté par le pouvoir et doué d'un fanatisme à toute épreuve. C'est un peu comme si la légende dorée d'un Lénine infaillible propagée par les staliniens et codifiée dans des marxismes-léninismes hyper-dogmatiques s'était muée en légende noire d'un Lénine mauvais génie du vingtième siècle. Le livre de Robert Linhart *Lénine, les paysans, Taylor* rompt avec ce faux débat. Il ne cherche pas à donner une image soi-disant équilibrée ou objective du fondateur du bolchevisme, mais, et c'est beaucoup mieux, il pose un certain nombre de questions essentielles sur les positions concrètes de Lénine par rapport au processus révolutionnaire dont il fut un des protagonistes. Au centre, il y a évidemment la guerre civile et l'extraordinaire acuité des affrontements qu'elle entraîne. R. Linhart montre en particulier, que la politique de réquisition des produits alimentaires imposée par la famine dans les villes et pratiquée sans précaution, a détérioré gravement les rapports avec l'immense majorité de la paysannerie prise en bloc, c'est-à-dire en acceptant qu'elle soit dominée par des éléments pro-capitalistes. La politique des bolcheviks se trouve ainsi enfermée pour toute une période dans le cercle vicieux du recours à l'incitation à produire de type capitaliste et du recours à la contrainte bureaucratique.

Les rapports avec la classe ouvrière, s'ils sont plus étroits et traduisent même une liaison très profonde dans des moments particulièrement dramatiques, sont, eux aussi, problématiques. Les bolcheviks doivent, pendant la guerre contre les blancs, tout faire pour rétablir la discipline du travail et assurer un minimum de production afin de ravitailler le front. Lénine, dans ce contexte, se fait le défenseur du taylorisme, c'est-à-dire d'un contrôle très strict et par en haut du processus technique de production. Il reprend ainsi des modèles autoritaires de gestion capilaliste. D'un côté, il appelle de ses vœux une transformation de l'éthique du travail et postule une véritable révolution culturelle, de l'autre côté, il favorise la dépossession collective des travailleurs par une stricte séparation entre les activités de commandement et d'exécution. Les soviets ne peuvent donc que rester des façades après leur étiolement en 1918-1919. Bien des facteurs expliquent cette myopie, entre autre le dépérissement de la classe ouvrière d'octobre 1917, peu à peu absorbée par l'armée et l'appareil d'Etat et remplacée en grande partie par des éléments bourgeois et petits bourgeois déclassés. Mais pour R.Linhart il ne fait pas de doute que l'éclatement de la légitimité prolétarienne en 1921-1922, c'est-à-dire la substitution forcée du parti et de l'appareil d'Etat au prolétariat et aux masses populaires en général, s'est trouvé aggravé par ces erreurs d'appréciation et d'orientation.

Le livre est en ce sens, une invite à une nouvelle réflexion sur la stratégie révolutionnaire. R.Linhart pense que Lénine a eu raison de faire le maximum pour éviter la défaite face à la contre-révolution et raison d'avoir recours à des mesures d'urgence. Pour autant, dans la très difficile bataille qui a été menée, il pense que beaucoup d'erreurs ont été commises en faisant vertu de nécessités passagères. Tout n'a pas été dit sur la prise du pouvoir, le contrôle ouvrier, la dictature du prolétariat, tel est en somme sa conclusion, et une conclusion parfaitement justifiée ! Pourquoi faut-il toutefois que R.Linhart semble trouver les solutions dans les débats tronqués de la Chine d'aujourd'hui ? Manque d'audace poussant à accepter un choix frelaté entre Mao et Teng Hsiao Ping ?

Jean-Marie Vincent

ce soir, sur tf1

DE GAULLE EST ARRIVE...

Une bonne année pour Michel Droit l'année 1958 ! Le confident attitré de De Gaulle à la télévision, on sait que le Général lui réservait l'exclusivité de ses déclarations, aura désormais son bol de soupe à l'Elysée (faut bien que ça se paye la reconnaissance, pas vrai ?)

1958, c'est surtout le coup d'Etat « légal » de De Gaulle qui reçoit l'investiture suprême des députés, sénateurs, conseillers municipaux et généraux, la création de l'Etat fort et la liquidation des institutions de la quatrième république. Là, il exulte le petit père Droit !

C'est aussi l'aggravation de la guerre d'Algérie, que les gouvernements successifs de la IV° ont jusqu'ici niée, parlant seulement d'« opérations de police » !

1958, c'est encore le commencement de la fin pour le régime dictatorial de Battista et la progression de la guérilla cubaine. Che Guevara et Castro vont jusqu'à se faire interviewer au cœur de leur quartier général par une équipe de la télévision américaine ! Ça il aime moins le père Droit, alors on peut parier qu'il va y aller de son refrain anti-communiste !

Le Liban, qui contient déjà les germes de la crise actuelle, accepte l'intervention des Marines américains.

Autrement dans la série des faits divers, PieXII meurt et Jean XXIII le remplace (un nouveau Pape est appelé à régner. Araignée, quel drôle de nom pour un page...).

L'art de Michel Droit, si on peut dire, est de présenter l'Histoire comme la lutte du Bien et du Mal. Ceux qui ont déjà entendu sa chronique hebdomadaire sur France-Inter, le samedi à 9 Heures, savent qu'avec lui se prépare le temps des nouveaux inquisiteurs...

Dans l'objectif

PROVINCE

BORDEAUX

Du bon cinéma grâce à un festival placé sous la présidence de Chaban et le haut patronage de M. le Recteur.
Tout arrive !

Au Molière, 33 rue du Temple, *Les Gens du Tanaran*, à 20 h; (film africain, parait-il, on ne connait pas) et à 22 h, *Un Ange passe*, de Patrice Garrel, l'auteur de la trèœs belle « Cicatrice intérieure ».

Au Trianon, 6 rue Franklin, à 20 h, *L'Accident de Ramampuy Niaye*, d'Ousmane Sembene, et à 22 h, *Sambizanga* de S.Maldoror.

BREST

La librairie GRAFFITI, 210 rue Jean-Jaurès, continue de présenter son exposition *Autour du surréalisme*, où sont présentées une vingtaine de toiles, sculptures, plusieurs revues, lettres, photographies, etc. Et, mercredi, ils projettent *Entr'acte* et *Le Chien andalou !* Ce n'est pas si souvent qu'on revoit ces classiques. A vos écrans !

CAEN

Au 32 rue des Cordes, à 21 h, le théâtre des Alephs présente *Stries*.

CHATELLERAULT

Le centre culturel MJC, 2 rue Rasseteau, a programmé deux débats sur le thème de *La Jeunesse en rupture*. Le premier a lieu, ce soir, à 21h, avec Claude Alzow. C'est gratuit.

GRENOBLE

La maison de la Culture organise une semaine internationale sur le thème *Le Cinéma et les enfants*. Cet après-midi, à 14 h 30, passe *Le Tonnelier*, un film bulgare de 1972. A noter que la grosse majorité des oeuvres présentées sont originaires des pays de l'Est. Prix des places : 3 F.

LYON

Aux Ateliers, à 21 h 30, le théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis donne *Lettres de la religieuse portugaise*.

Quant au Cinématographe, il programme *Agnus Dei* de Jancso à 18 H, *Fous à délier* à 19 h 30 et *Je suis Pierre Rivière* à 21 h. Et à partir de 20 H, les animateurs sont tout disposés à rencontrer les spectateurs pour discuter, certes, de la programmation à venir, mais aussi pour évoquer la situation actuelle du cinéma à Lyon.

LIMOGES

Au 10 rue Charles-Michels, à 21 h, les Limougeauds auront ce soir le plaisir d'entendre deux excellents groupes, *Bamboche* et *Lard Free*.

ORLEANS

Encore une journée faste au deuxième festival de cinéma. A la maison de la culture, à 18 h, *Anatomie d'un rapport*, un beau film de Luc Moullet sur les rapports du couple, qui a été ignoré lors de sa sortie à Paris, et, au Théâtre à 20 h, *Souvenirs d'en France* de Téchiné, la chronique des rapports entre classe ouvrière et bourgeoisie en France entre 1936 et aujourd'hui à travers l'histoire d'une famille. Très, très bon. A 22 h, toujours au Théâtre, *Muriel* d'Alain Resnais.

NICE

Malgré l'action opiniâtre du très réactionnaire Jacques Médecin, l'homme qui préfère - c'est logique - les stades aux Maisons de la Culture, il existe encore à Nice des MJC qui mènent une action culturelle valable. C'est le cas de la MJC Magnan, qui a organisé un *Cycle Arrabal*. Aujourd'hui, à 19 h 30, c'est *Fando et Lis* et à 21 h 30, *J'irai comme un cheval fou*. L'écrivain-cinéaste-dramaturge sera présent pour un débat à 23 h.

NIMES

Sous légide de l'Association pour un Théâtre populaire, la troupe du Théâtre de la Rampe, dont nous avons déjà parlé, présente *L'Autre Don Juan*, à 21 h, au Centre Pablo Neruda. Dans le texte d'Eduardo Manet, Don Juan n'est qu'un prétexte. La pièce conte, en fait, les tribulations d'une troupe pauvre qui essaie de monter un spectacle. Autant dire que le Théâtre de la Rampe raconte un peu sa propre histoire.

ROUEN

A la grange d'Aulnay, près du lycée technique de Grand Quevilly, les Ballets de la Cité, que nous avons présenté dans *Rouge* du 8 avril, ont commencé les représentations de leur spectacle *Si l'enfant pouvait me dire*. Un spectacle construit en forme de triangle dont la base serait le jeu et le sommet une prison.

BANLIEUE

CRETEIL

Au Gemini, cinéma de la Maison des arts et de la culture, à 18 h 15 et 20 H30, on passe aujourd'hui *La Fugue*, un film d'Arthur Penn avec Gene Hackman.

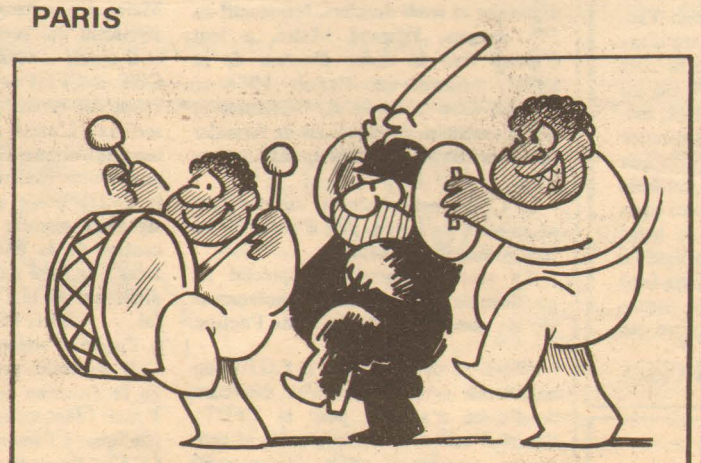
KREMLIN-BICETRE

Au théâtre du Kremlin-Bicêtre, à 21 h, c'est le groupe *Wapassou*, de Strasbourg. Un groupe inclassable, dont la musique est récœglée par des projections de diapositives.

MASSY

A 20 h45, l'Association pour la culture et l'éducation populaire, allée de Québec, passe *La Villegiatura*, un film de Marco Leto, qui dénonce, à travers la personne d'un commissaire, le fascisme en chemise blanche.

PARIS



Et si vous n'êtes pas allés samedi ou dimanche dernier à la *«Rencontre Culturelle des Travailleurs Arabes»* (rouge n° 24). Vous avez encore la chance de voir la troupe El HALAKA qui donne une représentation unique aujourd'hui, 55 Bd. de Belleville Paris 11°, avant de repartir pour Aix-en-Provence. à partir de 20 H

télévision

TF 1

14.45 **Les dossiers secrets des trésors.**
Les deux valises de Budapest : comment deux valises contenant toutes les réserves monétaires de la jeune République des conseils hongrois, furent subtilisées par une organisation contre-révolutionnaire !

20.00 **Journal**

21.25 **Ces années-là.**
1958 (voir notre article au-dessus).

22.25 **Pleine page.**
Emission littéraire d'André Bourin et Pierre Sipriot.
Avec Yves Berger, François-Régis Bastide, Jean Guitton. Ne vous attendez surtout pas à voir Scription rouge ou Wunderblock invités un jour à cette émission qui ne parle que de la littérature « traditionnelle »...

A 2

17.30 **Fenêtre sur...**
Le peintre contemporain Edouard Pignon, une émission de Michel Lancelot

20.00 **Journal**

20.30 **Les dossiers de l'écran : Vérités et mensonges, un film d'Orson Welles (72)**
Les avis sont partagés sur ce film qui est aussi une réflexion sur la réalité et l'apparence, l'art et la vie...
(vers 22 h, débat : les faussaires)

FR 3

1940 **Tribune libre.**
Le CERES.

20.30 **Le Mataf, film français de Serge Leroy (73)**
Avec Michel Constantin, Annie Cordy, etc.
Le cinéma en est plein de ce genre d'histoire, truands sympas, amitié virile... Le Mataf ne rentrera pas au Panthéon de la pellicule !

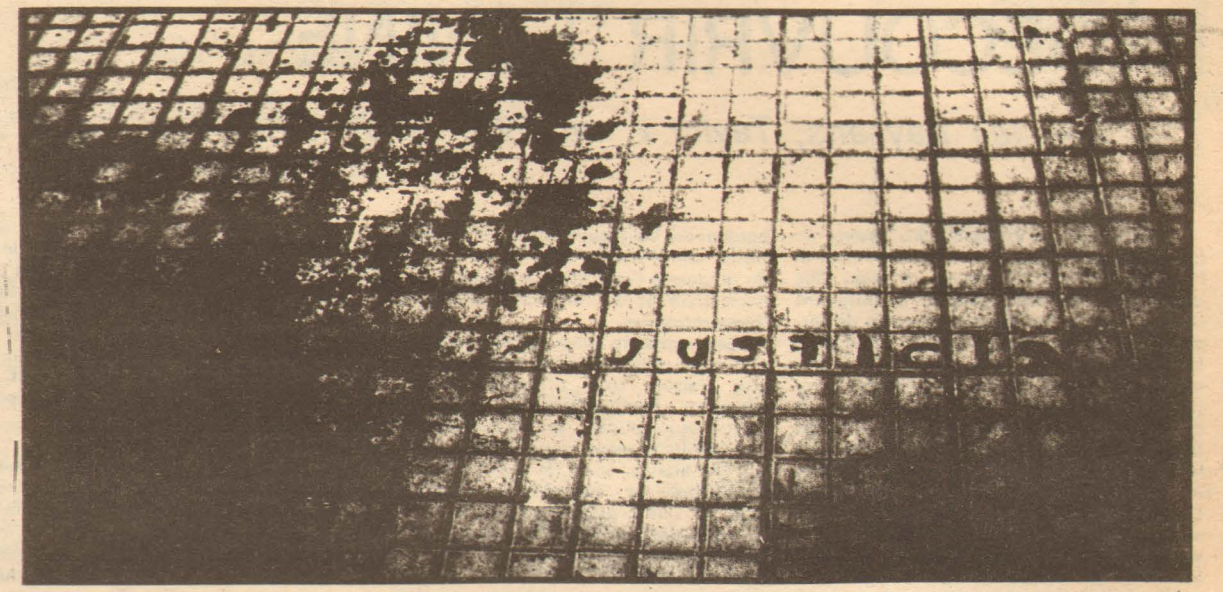
22.05 **Journal.**

rouge

ESPAGNE

DOCUMENT :

Dialogue à la radio de la police enregistré pendant le massacre de Vitoria.



Le dialogue suivant est la reproduction fidèle d'un enregistrement magnétophonique. Il fut capté directement sur la radio de la police dans l'après-midi du 3 mars 1976 à Vitoria. Comme on s'en souvient, cet après-midi-là, quatre ouvriers furent assassinés par la police et plus de cent blessés, dont un est mort depuis des suites de ces blessures.

« Vous nettoyez ça, c'est nous qui avons les armes, à fond et sans merci aucune ».

« Il semble qu'il y ait maintenant davantage de gens aux abords de Saint François ? A vous. — S'il y a du monde tant pis pour eux. A vous. — Mais faites attention : ils vont rentrer dans la sacristie. A vous. — Oui, mais nous n'avons pas encore les ordres, de toute façon, les choses étant ce qu'elles sont, nous pouvons entrer. A vous. — Bon, si tu le dis, d'accord. D'accord. A vous. — On va les chercher. — Charlie à Charlie, à vous... Délogez tout ce qu'on peut déloger, à vous. — Je communique, à vous. — Allons-y, Charlie à vous. — Je me prépare à entrer dans l'église, à vous. — D'accord, à vous. — Entendu. — J-2 allez-y, à vous. — Nous n'entrons pas du côté prévu, parce qu'il s'avère que c'est une fausse entrée. A vous. — Autre chose, Charlie, demande l'autorisation que tu sais, parce que maintenant ils vont se cacher, sans nous balancer des pierres, ils vont se mettre dans l'église, sans nous canarder. — D'accord, mais il y a combien de gens ? A vous. — Je ne sais pas, pas encore ; je ne les ai pas vus, mais je suis juste en train de les entourer. A vous.

« A coups de matraques »

« Bon, de toute façon, attends un peu, dans quelques instants je serai avec le chef et on verra ce qu'il dit. A vous. — Entendu. — Nous allons voir J-2, faites ce que je vous ai dit ; à vous. — Oh, ils ont mis quatre voitures là, au milieu, je crois qu'il faut partir, mais si nous partons d'ici, ils vont sortir de l'église de toute façon. A vous. — Ecoute, J-1, nous n'avons pas intérêt à ce que Charlie parte d'où il est parce qu'alors, ils vont nous échapper. A vous. — Bon, voyons, Charlie, à la porte de l'église, il y a l'ordre de les déloger ; si tu peux, tu t'approches avec des gens et tu commences par faire vider l'église. A vous. — J-2 et J-3 pour J-1, commencez à vider l'église tout de suite. A vous. — Nous allons commencer avec J-2 et J-3. A vous. — Reçu. — Voyons, Charlie, dès que tu y es, tu les expulses *à coups de matraques*. A vous. — Il y a ici un curé de l'église de Coronacion et il **voir l'autre curé mais avant ils avaient nié qu'ils y étaient ; on va voir ce qui se passe. — S'ils sortent de plein gré, d'accord. Mais sinon, à coups de matraques. A vous. — D'accord. »**

« Gazez l'église ! »

« Venez ici, sinon nous ne pourrons rien faire à la paroisse de Saint-François ; envoyez des renforts, sinon nous ne pouvons rien faire et nous partons d'ici. — Ils sont sortis avec un curé, mais ce n'est pas le prêtre de la aproisse ; nous sommes entrés mais la situation est mauvaise, *nous allons être obligé d'utilliser les armes à feu*. A vous. — On va voir, je vais vous envoyer un Charlie. Alors, le Charlie qui est sur place ; J-2 et J-3, videz l'église *de quelque façon que ce soit*. A vous. — On ne peut pas la vider car elle est complètement pleine de types, alors nous l'avons encerclée à l'extérieur, *il va falloir employer les armes*. A vous. — *Gazez l'église*. A vous. — D'accord.

« Il va falloir utiliser les armes »

« Allez-y, J-2. A vous. — Il faudrait envoyer quelques Charlie parce que nous sommes entourés de gens, et à la sortie de l'église, ça va être une mêlée ; *Il va falloir utiliser les armes, c'est sûr*. « Nous attendons l'arrivée d'une compagnie qui vient de San Sebastian à Vitoria. Eh, Charlie-3 est là, intervenez les trois ensemble, et *videz-les n'importe comment*. A vous. — D'accord, entendu.

« On y met le paquet, au maxi »

« Ils doivent être tous dans l'église en train de s'empoigner comme des lions. — Entendu. A vous. — Allez-y, allez-y, V 47. Dis-moi avec quelle unité tu es, et quel merdier vous avez là. A vous. — Ici on est juste en train de les sortir tous dehors. — Mais, en fait, vous êtes en train de charger, ou quoi ? — *On y met le paquet ! Au maxi !* — D'accord, d'accord. A vous. Communique à V-0 que *c'est une véritable bataille rangée*, pour qu'il le sache. A vous. **(on entend des coups de feu, des cris et des klaxons de voitures)**

« Qu'on nous envoie des renforts en vitesse. *Nous avons déjà tiré plus de deux mille coups de feu*. A vous. — Voyons, cette salve, c'était quoi ? En l'air ? A vous. — Tu m'as compris... — *Ici il y a des coups de feu, et de tout...* A vous. — En avant, Charlie-3 pour J-1, à vous. — *C'est une véritable guerre, on est en train d'épuiser les munitions, les grenades*, et ils nous jettent des pierres. Impossible de se défendre, nous sommes à l'église Saint-François. A vous.

« Voici qu'arrive une autre section de Valladolid avec aussi Charlie-1 et Charlie-2 je crois. — ... Dis moi si tu es sur place dans l'église, car je crois qu'il y a une bataille rangée. A vous. — J'ai vu plusieurs voitures avec des mouchoirs blancs, ce qui veut dire qu'*il y a des blessés, des tas de blessés, tu comprends ?* — Essaie d'y aller, parce que là ça doit aller très mal.

« la plus grande raclée de l'histoire »

« Je te demandais s'il y avait des blessés. A vous. — Pour le moment, *chez nous, il n'y en a aucun*. A vous. — Bon, c'est bien, c'est bien, comment ça va par là-bas ? A vous. — Vous pouvez imaginer, *après avoir tiré mille coups de feu et démoli toute l'église Saint-François*, vous pouvez imaginer comment est toute la rue, et tout le reste. A vous.

« Mais, voyons, maintenant, vous continuez à charger avec ce merdier ? — Non, en ce moment, non. A vous. — *Merci beaucoup ! Bon travail ! Dis bien à Salinas que nous avons participé à la plus grande raclée de l'histoire*. A vous. — Dis-moi de quel type de munitions vous avez besoin. A vous. — J'ai besoin de cartouches, de caissons, de balles de gomme, à vous. — D'accord, mais ce sont les types de Valladolid qui ont toutes les munitions, et ils ne sont pas passés par ici. — J'ai deux sections et demi paralysées, l'autre moitié a encore un peu de munitions... *Ça signifie qu'ici il y a eu un massacr*

. A vous. — D'accord, d'accord. A vous. — *Très bien, mais un véritable massacre*.

« Ici J-2, je m'approche de l'église Saint-François, selon J-1 pour procurer des balles de gomme et des grenades à Charlie. A vous. — Nous avons déjà deux camions de munition, eh !... *Alors vous y allez à fond, vous nettoyez ça, c'est nous qui avons les armes. A fond et sans merci aucune.*

(Repris du bulletin d'Information nouvelle du Pays Basque du 16/3/76)

Il y a une semaine, Jean Breteau déclarait : « Le Concorde, avion de la CGT ».

La fédération CGT des travailleurs de l'Etat parlera-t-elle de l'AMX 30, le char de la CGT ?

« L'armée française doit être équipée de chars français fabriqués en France.»

Ainsi se conclue le communiqué de la Fédération CGT des travailleurs de l'Etat, dont *l'Humanité* publie de larges extraits dans son numéro du 12 avril, titrant *« l'armée française aura-t-elle un fusil étranger et des chars allemands ? »* Pensez donc... La Fédération lutte *« pour que soit donnée aux arsenaux et établissements de l'Etat, dont c'est la vocation, la priorité des fabrications et études d'armement classique. »* Nous sommes bien d'accord pour considérer que l'emploi des travailleurs de la manufacture d'armes de Saint-Etienne et des Arsenaux soit défendu. Mais est-ce la rôle d'une organisation syndicale de classe de choisir qui de l'AMX 30 ou du « Léopard » allemand doit équiper l'armée de la bourgeoisie française, est-ce son rôle de défendre « Le » fusil français MAT 73 ? Au lieu d'accorcher la lutte revendicative des ouvriers des Arsenaux et de la manufacture aux impératifs de la production capitaliste des armes, ne serait-ce pas plutôt le rôle d'une organisation syndicale de classe, tout en défendant l'emploi dans ce secteur, de poser la question du contrôle des travailleurs et de leurs organisation sur la fabrication des armes ? Car ce fusil français fabriqué en France, cet AMX 30 bien de chez nous, le patronat et ses frères en képi sauront très bien les utiliser contre les travailleurs, comme ils en menacèrent en mai 68. Et ce n'est pas le label français sur un char tricolore qui changera les choses.

Jo Cabrol.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NORMAL		COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Après le Conseil national de la CFDT, Conférence de presse d'Edmond Maire.

« L'UNITE CGT-CFDT EST AUSSI IMPORTANTE QUE L'ACTION DES FORCES DU PROGRAMME COMMUN ».

La direction confédérale de la CFDT a donné hier une conférence de presse présentant les conclusions des travaux du conseil national qui s'est tenu samedi, dimanche et lundi derniers, introductif au 37e congrès. Edmond Maire, a tout d'abord fixé le cadre d'action de la CFDT estimant que l'année 1976 se présente sous la forme de l'offensive et que la condition du succès est de formuler des revendications crédibles, négociables.

« La CFDT entend obtenir des résultats, en montrer les limites afin d'accélérer les changements nécessaires.»

Le secrétaire général a précisé les positions de la Confédération, notamment sur les question de l'unité et de l'action.

Vis-à-vis de la CGT, « la CGT pense ne pouvoir se renforcer qu'au détriment de l'unité d'action ; pour la CFDT;, l'unité d'actiou est indispensable et nous devons poursuivre notre renforcement mais avec une attitude unitaire.» Edmond Maire estime que la CGT « a changé d'attitude après son congrès de Nîmes, mettant au second plan les batailles communes » Il y voit le résultat de l'accent mis par les dirigeants de la CGT « sur la cohésion, la discipline, sur sa préparation à maîtriser un grand mouvement social au service de leur stratégie.» Pour Edmond Maire, il y a danger que cela se fasse au détriment des revendications immédiates et il ajoute « nous ne souhaitons pas que CGT et CFDT se trouvent aussi divisées qu'en 68 et cas de grands mouvements sociaux. L'unité CGT-CFDT est aussi importante que l'action des forces du programme commun.» Quant à la FEN, la CFDT pense comme la CGT que la signature apposée par cette dernière au contrat de la Fonction publique est un frein à la lutte dans ce secteur mais à la différence de la CGT « la CFDT entend fai efforts nécessaires pour la rallier à l'unité d'action.»

Il a ensuite présenté le plan d'action de la direction confédérale. D'abord, le 1r mai (dont les modalités seront rendues publiques à l'issue de la rencontre avec la CGT), l'organisation d'une campagen « Les jeunes face à l'emploi » (qui se fera en plusieurs temps), des initiatives sur la sécurité dans le travail (avec une conférence de presse aujourd'hui à Nancy), une lettre ouverte au président de la république sur l'énergie nucléaire. Evoquant les problèmes auxquels est confrontée la CFDT, E. Maire a souligné qu'il s'agit d'accorder la priorité absolue au renforcement de la CFDT « pour être toujours plus en conformité avec les buts que nous nous fixons.»

Enfin, présentant le futur congrès, E. Maire a précisé que celui-ci se tiendrait dans une période crise globale du système, à laquelle la réponse est plus que jamais le socialisme autogestionnaire, « la socialisation des moyens de production avec le pouvoir aux travailleurs, forcément limité au départ mais qui aille en s'accroissant.» Le congrès aura à ratifier la conception CFDT de l'union des forces populaires, « l'union dans l'action des différentes forces qui acceptent d'agir ensemble sur une base de classe, sur des objectifs de transformation convergents.»

Il a conclu en indiquant que la résolution générale a été approuvée par 70 % du conseil (3 % contre, 27 % s'absetant) et que celle sur l'action immédiate l'a été par 83 % (avec 17 % d'abstention).